



COLLÈGE INTERARMÉES DE DÉFENSE



MÉMOIRE DE GÉOPOLITIQUE
DU CHEF DE BATAILLON (Terre) Jean-Jacques SOUCASSE
7^{ème} Promotion – 1999/2000
DIVISION INTERNATIONALE

Fiche de présentation : GSOUCASJ1503

1- Mémoire de géopolitique : l'Afghanistan.

2- CBA (ADT) SOUCASSE Jean-Jacques / FRANCE.

3- 15/03/00.

4- DIVISION A (A2).

5- Mémoire de géopolitique. l'Afghanistan.

6- Les conséquences des ingérences des puissances extérieures contribuent à pérenniser la déstabilisation l'Afghanistan, tout en s'attachant à démontrer qu'elles sont révélatrices de fractures inhérentes à la société afghane qui découlent du fait ethnique. L'étude des différents facteurs géographiques, historiques et politiques démontre la continuité d'une tension interne à cet État qui n'a jamais été un État Nation.

PLAN: Pièce jointe.

7- Mots clefs : Afghanistan, Talibans, États-Unis, Union Soviétique, Pakistan, Arabie Saoudite, Iran, Pachtounes, Ouzbèkes, Tadjiks, pétrole, résistance, islamisme.

Table des matières

TABLE DES MATIÈRES	3
INTRODUCTION	4
I. UN PAYS ÉCARTELÉ PAR SA GÉOGRAPHIE ET À L'HISTOIRE TOURMENTÉE.	5
1.1) LES VISAGES DE L'AFGHANISTAN.....	5
1.1.1) <i>Présentation géographique</i>	5
1.1.2) <i>Une mosaïque ethnique</i>	8
1.1.3) <i>Une situation économique désastreuse</i>	11
1.2) L'HISTOIRE DE L'AFGHANISTAN AU COURS DU XIX ^{ÈME} ET XX ^{ÈME} SIÈCLES.	14
1.2.1) <i>Un État-tampon situé au carrefour de deux empires.</i>	14
1.2.2) <i>La parenthèse soviétique (1979-1989)</i>	17
II. UNE SITUATION INCOHÉRENTE APRÈS LE RETRAIT SOVIÉTIQUE.	22
2.1) L'IMBROGLIO DE LA SITUATION INTERNE.....	22
2.1.1) <i>Une situation politique complexe et apparemment inextricable</i>	22
2.1.2) <i>L'émergence du mouvement Taliban</i>	24
2.2) LES ENJEUX ÉCONOMIQUES	29
<i>Le contrôle de l'accès aux ressources pétrolières en Asie centrale</i>	29
2.3) LE JEU DES PUISSANCES RÉGIONALES	32
2.3.1) <i>L'implication des acteurs régionaux, facteur de déstabilisation</i>	32
2.3.2) <i>Le rôle du Pakistan</i> :	33
2.3.3) <i>Le rôle des États-Unis</i> :	35
2.3.4) <i>les conséquences</i>	36
CONCLUSION	37
ANNEXE 1	39
LES PARTIS DE LA RÉSISTANCE.....	39
ANNEXE 2	44
CHRONOLOGIE.....	44
ANNEXE 3	45
CARTE PHYSIQUE	45
ANNEXE 3B	46
CARTE POLITIQUE DE L'AFGHANISTAN	46
ANNEXE 4	47
POPULATIONS DE L'AFGHANISTAN.....	47
ANNEXE 5	48
AIRE DE POPULATION PACHTOUNES – ZONE REVENDIQUÉE DU PACHTOUNISTAN	48
ANNEXE 6	49
CARTES RÉGIONALES DES PROJETS D'OLÉODUCS.....	49
ANNEXE 7	51
DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SECURITÉ DES NATIONS UNIES	51
ANNEXE 8	53
RÉSOLUTION 1267 DU CONSEIL DE SÉCURITÉ (NEW YORK, 15 OCTOBRE 1999)	53
ANNEXE 9	58
BIBLIOGRAPHIE :	58
SITES INTERNET SUR LE SUJET :	58

INTRODUCTION

Situé sur l'itinéraire de la Route de la Soie, l'Afghanistan fut au cœur des grandes invasions et des grandes migrations de l'Antiquité. Les soldats de Cyrus le Grand au VI^{ème} siècle avant notre ère, puis d'Alexandre de Macédoine (surnommé Alexandre le Grand) deux siècles plus tard et de Gengis Khan au XIII^{ème} siècle parcoururent ces terres. L'Afghanistan se trouva aussi sur les marches de deux empires, russe et britannique. Ce pays constitua, en effet, au cours du XIX^{ème}, un terrain d'affrontement entre ces deux ambitions. Depuis le XVIII^{ème} siècle, les Afghans voient avant tout dans les pays qui les entourent des peuples qui les encerclent. L'Afghanistan mérite ce nom de royaume de rebelles, rétifs aux idées et aux influences étrangères, rebelles aux prétentions anglaises, ainsi qu'aux ambitions russes puis soviétiques. Ce dernier quart de siècle vit seulement les États-Unis se substituer aux Anglais avec le même souci, endiguer les anciennes prétentions de l'empire colonial russe, poursuivies par l'Union Soviétique. L'Afghanistan se trouve aujourd'hui dans la situation géopolitique d'être une des intersections entre l'ensemble spatial des États d'Asie centrale issu de « l'éclatement de l'empire » soviétique, mais encore sous influence russe et de l'ensemble des États musulmans. Depuis longtemps, l'Afghanistan conserve la réputation d'un pays d'obscurantisme, d'anachronisme et de féodalisme, vivant en retrait du monde contemporain. En cette fin de millénaire, le mouvement des Talibans, par sa conduite et sa rhétorique fanatique, semble ramener le pays vers le Moyen Âge et conforter cette réputation.

Fin octobre 1999, M. Lakhdar Brahimi médiateur de l'ONU pour l'Afghanistan, chargé d'une mission de médiation afin de résoudre la crise politique interne, constatant qu'il n'existait aucune volonté commune des partis en présence¹ pour faire aboutir le dialogue, met fin à ses fonctions en accord avec le secrétaire général de l'ONU, M. Koffi Annan². Ce constat d'échec révèle l'état de décomposition dans lequel se trouve l'Afghanistan, dix ans après le retrait de l'envahisseur soviétique alors que ce retrait aurait dû signifier, pour le pays, le rétablissement d'un État afghan indépendant et souverain, hors la sujétion d'une quelconque puissance étrangère. La crise qui secoue toujours l'Afghanistan trouve son origine au sein même des contradictions internes de la société afghane et de sa situation géopolitique particulière. Les luttes d'influence ou les ingérences étrangères ont participé à la désagrégation de cet État parce que ce pays offrait, par ses faiblesses, un terrain propice. En effet, la crise politique actuelle est l'expression, depuis la création de l'État afghan, de la confrontation entre le pouvoir traditionnellement pachtoun et les autres ethnies. Elle est aussi la conséquence des nouvelles luttes d'influences entre puissances étrangères, qui ont pu faire penser au retour d'un nouveau « grand jeu »³, notamment au moment de l'occupation soviétique. Ces luttes sont actuellement accentuées par les enjeux pétroliers et la montée des mouvements islamistes extrémistes, issus du wahabisme. Cependant s'agit-il de la désintégration ou plutôt de la recomposition d'un pays, qui n'a jamais été une Nation ?

Il apparaît d'abord nécessaire de déterminer quels sont les facteurs géographiques, ethniques et politiques qui fondent l'Afghanistan et portent les germes de l'actuelle crise, renforcée par sa situation géopolitique particulière. Pour déterminer finalement quelles sont les causes actuelles de la décomposition de ce pays, qui constitue un formidable retour en arrière. Causes qui sont tout autant dues à la dissémination du « venin islamiste » qu'aux luttes d'intérêts économiques et géopolitiques entre Russie, États-Unis, Arabie Saoudite, Iran et Pakistan.

¹ Malgré un accord conclu entre les partis en présence, sous l'égide de l'ONU à Ashgabat le 14 mars 1999, portant sur le partage du pouvoir par une coalition et la mise en place d'institutions conjointes chargées des affaires législatives et judiciaires comme de l'exécutif. JDW May 1999.

² Se reporter au rapport du secrétaire général des Nations Unies en annexe 6.

³ Terme employé par l'historien anglais Lord Kayes en 1859 dans son livre : « *History of the war in Afghanistan* » pour qualifier le lutte d'influence entre la Grande-Bretagne et l'empire russe au cours du XIX^{ème} siècle et dont l'Afghanistan a été le point de convergence. Cité par R. Kipling dans son roman : « *Kim* ».

I. UN PAYS ÉCARTELÉ PAR SA GÉOGRAPHIE ET À L'HISTOIRE TOURMENTÉE.

L'Afghanistan présente tous les ingrédients de la complexité. Ce pays et son histoire, hormis les deux dernières décennies, restent dans l'ensemble méconnus⁴.

De même, la plupart des données statistiques, les recensements de population comme les indications économiques, sont peu fiables. Le manque de fiabilité des outils de calcul, la fantaisie et la manipulation des indicateurs démographiques ou financiers ne font que renforcer l'opacité de ce sujet. De surcroît, la confusion domine la scène politique. Plusieurs facteurs permettent de comprendre la situation, l'analyse ethnique (Pachtoun contre Tadjiks ou Ouzbèques...), les divisions religieuses (Sunnite contre Chiite), ou encore les clivages politiques (Pakistan contre Russie ou Iran)... Cette partie entend présenter les facteurs du conflit dans cet ex-royaume, le contexte géographique, les différents groupes de population du pays, la nature de leurs rivalités, et la situation économique du pays.

1.1) LES VISAGES DE L'AFGHANISTAN

1.1.1) Présentation géographique

a) Géographie physique.

L'Afghanistan⁵, la terre des Afghans, s'étend aujourd'hui sur 652.225 km² soit une superficie comparable à celle de la France, du Benelux et de la Suisse réunis. Comparée aux pays limitrophes, la superficie de l'Afghanistan représente 85% de celle du Pakistan et 20% de celle de l'Inde. Huit cents kilomètres doivent être parcourus pour traverser le pays dans sa partie la plus large, de la frontière iranienne à celle du Pakistan. Géographiquement, le pays se singularise par trois aspects principaux :

- *Un relief escarpé*, (Cf. cartes en annexe 3) puisque 40% du territoire se situe à plus de 1800 m et l'altitude moyenne s'élève à 1200 m. Les massifs montagneux sont dominés par l'Hindou Kouch⁶ (culminant à 7.485 m au Nao Châkh) dont le prolongement à l'ouest, est la chaîne du Koh-I-Baba (Montagnes du Vieillard). L'Hindou Kouch est le lieu de convergence entre les chaînes turques et iraniennes (Elbrouz) et l'extrémité occidentale de la chaîne himalayenne (Pamir). Le Koh-I-Baba pour sa part, constitue le château d'eau du pays, car la plupart des fleuves y prennent leur source, notamment l'Helmand (principale rivière d'Afghanistan, recevant avec ses affluents, l'eau de 40% du territoire afghan), la Kaboul (qui arrose la capitale, puis se jette dans l'Indus au Pakistan), et l'Hari Rôd. Au sud du pays, s'étendent les déserts, notamment celui du Registan⁷. L'Afghanistan ne dispose pas de façade maritime, il est séparé de l'accès à l'océan indien par l'Iran et le Pakistan. Tous ses cours d'eau se déversent dans des lacs ou des marécages, à l'exception de la rivière de Kaboul dont la vallée constitue une voie d'accès vers le Pakistan.

- *Une faible population* : En comparaison avec les pays voisins, (le Pakistan compte 130 millions d'habitants et l'Iran, 70 millions), l'Afghanistan est peu peuplé. À ce jour, la population de l'Afghanistan s'élèverait à dix-sept millions et demi de personnes et près de trois millions de réfugiés auraient trouvé un abri en dehors du pays. En effet, en 1998, près de 1,2

⁴ Il n'existe pas d'ouvrage sur l'histoire générale de l'Afghanistan publié en langue française, se reporter à *l'Atlas des Peuples d'Orient* de André et Jean Sellier, La Découverte, 1993. pp.133-140. Pour la période contemporaine, se référer à Assem Akram, auteur afghan, dans son *Histoire de la Guerre d'Afghanistan*, Balland, 1996.

⁵ Le nom *Afghanistan* signifie littéralement « le pays des Afghans ». Le suffixe *stan* du perse signifiant État. Le nom du peuple *Afghana* a pour sa part, une origine inconnue.

⁶ L'Hindou kouch signifie littéralement « tueurs d'Indiens », nom donné par les Iraniens.

⁷ Ce désert a constitué un véritable sanctuaire pour la résistance afghane, puisque l'armée soviétique ne l'a jamais contrôlé.

million d'Afghans au Pakistan et 1,4 million en Iran, vivaient toujours en exil dans des conditions précaires⁸. Cette même année encore, rapportait le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, c'est l'Afghanistan qui, dans le monde, comptait la population de réfugiés la plus nombreuse.

Au total donc, la population afghane était estimée⁹ à 20.200.000 de personnes en 1995, alors qu'avant la guerre en 1979, le pays recensait approximativement, 14 millions d'habitants¹⁰. La densité théorique du pays s'avère faible, 30 habitants au km², mais la population est en réalité, concentrée aux alentours de la capitale et dans la partie occidentale du pays (provinces de Wardak, Logar, Nangarhar...). Les villes principales sont Kaboul (l'une des capitales les plus élevées de la planète, avec 1,4 millions d'habitants), Kandahar (225.000 habitants) et Herat (177.000 habitants).

- *Un pays enclavé* (Cf. carte en annexe 3) L'Afghanistan partage ses frontières avec six pays (dont notamment 1500 km de frontières avec l'Iran, 2.400 km avec le Pakistan et une centaine de kilomètres avec la Chine). Le milieu géographique constitue un obstacle important. Ainsi, les voies de communications se réduisent à deux axes routiers principaux, le premier forme un cercle autour du pays, reliant Kaboul aux autres villes, Kandahar puis Herat, puis revenant à Kaboul via le Tunnel de Salang¹¹. La seconde route traverse l'Afghanistan d'est en ouest, menant de Herat à Islamabad au Pakistan, en passant par Kaboul. L'entretien de ces infrastructures reste un problème permanent en Afghanistan, principalement en raison des abondantes inondations printanières. De surcroît, ces routes se réduisent à une portion congrue, 18.000 kilomètres (dont un tiers seulement est asphalté¹²) et deux aéroports desservent le pays, ceux de Kaboul et de Kandahar. Les déplacements sont très difficiles en raison du relief. Symptôme du sous-développement, le pays ne dispose d'aucune voie ferrée, en outre ses cours d'eau trop étroits et rapides ne sont pas navigables. Par conséquent, les chameaux et autres bêtes de somme sont toujours fréquemment utilisés pour le transport des marchandises.

Les distances dans ce pays dépourvu d'infrastructures se comptent en heures : si Kaboul n'est située qu'à cent soixante quinze kilomètres de Djalalabad, faute de moyen de locomotion moderne et de routes praticables, plus de six heures sont nécessaires pour l'atteindre. Enfin, l'enclavement du pays l'isole des voies de communications commerciales : le port maritime le plus proche, Karachi se trouve à 1300 km.

Mais l'élément le plus remarquable reste le caractère artificiel de l'Afghanistan.

b) Un pays sans unité géographique.

Le territoire afghan s'apparente en effet, à un puzzle constitué de six pièces principales :

- *Le pays pachtoun*, cœur originel du pays entre le Koh-I-Baba et le Baloutchistan, a pour capitale Kandahar. Cette région d'Asie recense environ vingt millions de Pachtouns. Une partie d'entre eux, dix millions approximativement, vit en Afghanistan, où ils forment plus de 40% de la population. Mais plus de douze millions de Pachtouns vivent également au Pakistan, dans la province limitrophe du Baloutchistan¹³, où ils sont appelés Pathans. Cette situation s'explique par le découpage frontalier opéré par les Britanniques en 1893, qui visait à scinder ce peuple rebelle en deux territoires distincts (l'Empire des Indes et l'Afghanistan). Au Pakistan, les

⁸ La Russie a accueilli 20.000 réfugiés et l'Inde près de 200.000.

⁹ Source : *Annuaire des Nations-Unies*, 1997.

¹⁰ Le seul recensement effectué dans le pays date de juin 1979, ses résultats n'ont jamais été publiés. Les chiffres sont des extrapolations à partir de données partielles.

¹¹ Le tunnel de Salang traversant la montagne à 3400 m d'altitude a été creusé de 1964 à 1968 par les Soviétiques.

¹² À titre de comparaison, pour un kilomètre de route asphaltée en Afghanistan, la France en compte deux cents.

¹³ Le Baloutchistan pakistanais, 347.000 km², est peuplé de 4,6 millions d'habitants dont 40% de Pathans. Littéralement, le Baloutchistan signifie « le pays des montagnards ».

Pachtouns représentent une forte minorité, 13% de la population nationale.

- À l'ouest, l'oasis de Herat et ses environs étaient englobés jusqu'au XVIII^{ème} siècle dans la province perse de Khorassan.

- Au nord, les massifs montagneux se rattachent à l'Asie centrale. Dans cette région, à la frontière de l'ancienne URSS, sont localisés les peuples turcophones, Ouzbèques¹⁴, et Turkmènes principalement. Les plaines du nord, aux frontières du Turkménistan, de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan, arrosées par l'Amour-Daria sont fertiles et les plus densément peuplées du pays. Ainsi la ville de Mazar-i-Charif compte plus de 130.000 habitants.

- Le sud-est et plus précisément la région de Kaboul occupe une place stratégique qui contrôle l'accès à l'Inde et au Pakistan, via les passes d'Unai et de Khiber. La capitale constitue le cœur géographique du pays.

- Au centre du pays s'étendent les terres des Hazaras. Cette région demeure le sanctuaire du chiisme¹⁵ en Afghanistan. Cette portion du territoire vit en retrait du pays, à cause de l'absence de moyens de communication et de la spécificité de sa population (des Hazaras, une population d'origine mongole, de rite musulman chiite). Dès 1979, une partie de cette population Hazara, profitant de la dynamique de la révolution iranienne, entendit créer une province autonome, un Hazarajat. Cette tentative couronnée d'insuccès démontre la faiblesse du sentiment national.

- Enfin les déserts recouvrent 30% du territoire afghan.

Cette division géographique est complétée par la répartition des multiples ethnies qui composent ce pays. L'Afghanistan constitue un véritable carrefour de populations dont une proportion importante vit en dehors du pays, comme les Tadjiks, les Ouzbèques, les Pachtouns...

c) Des frontières artificielles.

Géographiquement, le pays s'apparente davantage à une juxtaposition de régions que rien ne relie, qu'à un pays unitaire.

Le tracé des frontières afghanes met en évidence le caractère artificiel de ce pays. Au nord, les fleuves Piandeh puis l'Amour-Daria marquent la délimitation avec le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. Puis du nord au sud-ouest du Pamir, aux monts Soleïman, la frontière afghano-pakistanaise a été tracée arbitrairement par les Anglais. Aucun élément géographique ne justifie la coupure de ce pays. La frontière occidentale de l'Afghanistan coïncide en réalité avec les limites des marches de l'Empire des Indes qui s'arrêtaient précisément aux monts Soleïman. À l'ouest, la frontière avec l'Iran est le fruit des conquêtes militaires. La ville d'Herat sera l'enjeu de conflits tout au long du XIX^{ème} siècle avant qu'en 1863, sous l'égide de la Grande-Bretagne, la frontière ne soit définitivement tracée entre la Perse et l'Afghanistan (ligne Durand).

Toutefois, cette délimitation ne s'appuie là encore sur aucune réalité géographique (les plateaux désertiques afghans se prolongent en Iran), humaine (les mêmes populations d'Afghanistan vivent dans les pays frontaliers) ou historique, mais reflète uniquement les rapports de force de l'époque. En outre, le caractère artificiel de ces démarcations territoriales n'est pas dans la région un fait exceptionnel, et donc ne constitue qu'un élément de

¹⁴ L'Asie centrale, en dehors de l'Afghanistan recense environ 18 millions d'Ouzbèques et 5 millions de Tadjiks.

¹⁵ La division théologique classique opposant de manière schématique le chiisme considéré comme plus dogmatique et radical (l'Iran de 1979) au sunnisme jugé plus modéré ne semble pas des plus pertinentes aujourd'hui. Des mouvements parmi les plus radicaux comme le GIA, le FIS, voire les Frères musulmans en Égypte ou les Talibans sont sunnites. Alors que la majorité musulmane à Bahreïn, pro-occidentale est chiite. Le chiisme (10% des musulmans dans le monde) est encadré par un clergé et a une vocation messianique. Les chiites se considèrent comme seuls dépositaires des valeurs de l'Islam.

compréhension, parmi d'autres, des soubresauts du pays. En effet, ni le Pakistan ni les pays limitrophes d'Asie centrale ne disposent de frontières véritablement cohérentes. De surcroît, l'importance de ces délimitations territoriales doit être relativisée. En effet, ces frontières restent symboliques, pas toujours marquées, rarement protégées et toujours ignorées des populations nomades.

1.1.2) Une mosaïque ethnique

a) *Un carrefour de civilisations.*

Les données démographiques concernant l'Afghanistan ne sont guère fiables et en réalité ne constituent que des extrapolations du dernier recensement effectué en 1979. Cependant un fait s'impose, l'Afghanistan apparaît donc comme un véritable kaléidoscope humain. Deux cents ethnies ont été recensées dans le pays et une trentaine de langues différentes sont pratiquées. Les peuples de l'Afghanistan peuvent être classés en quatre catégories principales : (Cf. carte en annexe 4) les Pachtouns, les peuples persanophones, les turcophones et les autres minorités.

- *Les Pachtouns* : situés à l'est, au sud et jusqu'au sud-ouest du pays, ils ont constitué le noyau de l'État afghan, s'arrogeant depuis le XVIII^{ème} siècle le pouvoir politique. À l'origine, les Pachtouns, peuple indo-européen, sont probablement originaires des monts Soleïman dans le nord du Pakistan. Leur esprit de clan, leur solidarité mutuelle, leur courage physique et leur nombre, leur ont permis de dominer le pays, en accaparant les terres agricoles septentrionales comme les pâturages du sud du pays, mais également en contrôlant l'armée et l'administration. Le terme Pachtoun reste cependant équivoque, ce groupe de population est morcelé en plusieurs tribus dont les principales sont les Durrani¹⁶ (à l'ouest de Kandahar) et les Ghilzaïs (à l'est du pays de Qalat à Djalalabad). Les Pachtouns s'expriment en pachto, langue qui s'écrit en caractères arabes.

- *Les Persanophones* :

Les Tadjiks persanophones (ils parlent le Dari) sont comme les Pachtouns des musulmans de rite sunnite qui vivent dans le nord-est du pays, à la lisière de leurs compatriotes du Tadjikistan. S'exprimant en persan (dari¹⁷), les Tadjiks occupent une place centrale dans le clergé et l'administration, mais sont toujours demeurés en retrait du pouvoir politique. Les Tadjiks sont localisés essentiellement dans la partie septentrionale du pays, dans la province du Badakhshan, la vallée du Panshir, et celle du Laghman. À l'origine, le mot tadjik désigne les populations arabes installées en Asie Centrale. Ces Arabes seraient issus de la tribu Taiz, localisée aujourd'hui encore, au Yémen.

- *Les Hazaras* vivent en retrait au centre du pays et sont probablement les descendants des conquérants mongols. Jusqu'en 1919, cette communauté pratiquant le rite chiite fut persécutée notamment par les Pachtouns qui annexèrent leurs terres. La neige bloque leur région, le Hazarajat, au centre de l'Afghanistan, six mois par an, ce qui accentue leur isolement. À cette catégorie des Persanophones se rattachent les Aimaqs, qui sont considérés comme les descendants des soldats des armées de Tamerlan¹⁸.

¹⁶ En 1739, Nadir khan, Shah de Perse, parti de la ville perse d'Ispahan va conquérir les villes de Kandahar puis de Kaboul avant de mener en Inde, une sanglante expédition militaire, saccageant Delhi et s'emparant du diamant Koh-i-Nor. Ce trésor fut récupéré ensuite par Abdali Ahmet, qui dès lors, se fit appeler Durr-i Durrani, « la Perle des Perles ». Le clan Abdali se nomma dorénavant Durrani. Appartenant jadis aux Grands Mongols, le Koh-i-Nor pour sa part fut ensuite saisi par les Anglais en 1839, qui le conservent toujours.

¹⁷ Le dari désigne l'une des variantes de la langue perse parlée en Afghanistan.

¹⁸ Le nom de Timour Leng dit Tamerlan (1336-1405), descendant de Gengis Khan est synonyme de conquêtes. Parti de Transoxiane, l'actuel Turkestan, Tamerlan atteindra New-Delhi (en 1398) puis à l'Ouest la mer Égée en 1402.

- *Les Turcophones* :

Les Turcophones regroupent plus particulièrement les Turkmènes et les Ouzbèques. Ces derniers occupent les terres fertiles des plaines du nord de l'Afghanistan. Cet ensemble de population représente 11 % de la population du pays. La plupart de ces peuples se sont installés après la révolution bolchevique fuyant les persécutions.

Les autres peuples : Sont visés ici notamment les Nouristanis (descendants des conquérants indiens), les Yahudi (Juifs du Turkestan), les Sikhs, ou encore les Djats (les gitans intouchables du pays). Cette classification sommaire, simplement indicative révèle la mosaïque humaine du pays. En outre, s'ajoute l'extrême division au sein de chacun de ces groupes humains.

Le cas de l'ethnie pachtoune divisée en trois groupes est un exemple éloquent :

- Les tribus de l'ouest (vivant dans la région de Kandahar et dans la vallée de l'Helmand) regroupées dans la confédération des Abdalis connus sous le nom de Durrani.
- Les tribus de l'est (vivant dans la région de Ghazni) regroupées dans la confédération des Ghilzai.
- Les tribus montagnardes vivant dans une certaine autonomie (tribus des Khattak, Shinwari, Afridi...).

Peuples	Nombre en millions	Pourcentage au sein de la population
Pachtouns	7,2	41%
Peuples Turcophones	1,9	11%
dont		
- Ouzbèques	1,4	8%
- <u>Turkmènes</u>	0,5	3%
Peuples persanophones	7,6	43,6%
dont		
- Tadjiks	4,9	28%
- Hazaras	1,9	11%
- Aimaqs	0,8	4,6%
Autres peuples	0,4	2,2%
- Baloutches	0,3	1,7%
- Nouristanis	0,1	0,5%
Total	17,5	100%

Tableau 1: Populations de l'Afghanistan

b) De multiples facteurs de divisions.

Trois clivages principaux marquent le pays :

- *La division religieuse* : l'Afghanistan est un pays musulman où le rite sunnite (hanafite) rassemble 80% des Afghans. Toutefois le pays est traditionnellement fortement influencé par le soufisme, sorte de mysticisme dont les diverses écoles sont un vecteur d'influence comme d'affrontement dans la société afghane. Incarné essentiellement par trois ordres (*naqshbandiyya*, *qâderiyya*, *chestiyya*) le soufisme est très vivant dans la société afghane. Il a joué un rôle éminent dans la résistance et s'oppose aux mouvements fondamentalistes notamment wahabites. Toutefois, 15% de la population se réfère au rite chiite (jaffarite). Cette minorité chiite, plus de trois millions de personnes, est concentrée au centre du pays, le Hazarajat et dans la région d'Hérat à la frontière iranienne. Elle recouvre la totalité de la population de l'ethnie Hazara souvent opprimée par le reste de la population afghane. Les autres confessions sont marginales, tel que les Ismaéliens, l'Hindouisme ou le Sikhisme. Malgré son importance en Afghanistan, l'Islam n'est pas le seul système de normes. Il est supplanté en zone tribale par le droit coutumier (*pashtunwali*) qui est à la fois un droit et une idéologie. Dans les zones tribales la *Shariat* est une référence purement théorique¹⁹.

- *La division économique* : Le pays reste profondément rural, avec 42% de la population vivant dans les campagnes. Hormis Kaboul (1,4 million d'habitants soit à peu près plus de 10% de la population du pays), l'Afghanistan compte peu d'agglomérations, à part Hérat, Kandahar, Djalalabad, Mazar-i-Charif et Kunduz. Épargnée par la guerre jusqu'en 1992, la capitale Kaboul a attiré des milliers d'Afghans fuyant les combats. La ville demeure le cœur du pays, véritable nœud de circulation, 80% des véhicules du pays y circulent. Cet Afghanistan utile est représenté par les villes (*Shahr*) et les axes routiers principaux, compris entre l'Amou Daria et l'Hindou Koush. Il représente 20% du territoire et s'oppose par sa structure politique et sociale à l'Afghanistan rural, il a été la seule partie véritablement contrôlé par l'armée et l'administration lors des gouvernements communistes du PDPA au cours de l'invasion soviétique. Cet Afghanistan s'appuie principalement sur les régions du nord qui concentrent les ressources naturelles du pays (coton, gaz naturel, etc...) et constitue l'espace économique et d'innovation (*bid'at*). Il est opposé à un Afghanistan rural, principalement constitué des provinces (*atrâf*) du Hazarajat, du Registan et du Nuristan qui sont des aires tribales frontalières avec le Pakistan.

- *La division sociologique* : L'Afghanistan reste un puzzle humain constitué par la dizaine de langues, de peuples d'histoires et de cultures différentes, sans véritable ciment national. L'idée d'État-Nation n'a en Afghanistan aucune signification. Les individus se définissent par rapport à leur appartenance à une famille, à un lignage commun nommé le *Qawn*, recouvrant des formes très différentes : parentèle élargie, tribu, clan²⁰ groupe professionnel, caste, groupe religieux, ethnie, communauté villageoise, voire à une région, mais nullement par rapport à une nation afghane hypothétique. Certains *Qawn* disposent de leurs droits coutumiers propres. Le pays est en réalité une constellation de groupes communautaires (familles, tribus, clans), unis par la langue, et soudés par les liens du sang ou l'appartenance à un territoire, qui interagissent entre eux par le biais d'un réseau relationnel. Ces groupes sont dominés par des *khân*, dont la volonté d'élargissement de leur influence aboutit à des luttes parfois violentes notamment en zones tribales.

¹⁹ Se reporter à l'ouvrage d'Olivier Roy : *L'Afghanistan, Islam et modernité politique*, p46 –71.

²⁰ Les mariages endogames, de préférence avec sa cousine paternelle - les cas les plus systématiques - renforcent d'ailleurs ce sentiment d'appartenance.

c) Les conséquences politiques

L'éparpillement des organisations politiques prend sa source dans la division de la société afghane. La notion d'État et de Nation, commune à l'Occident a ici une acception entièrement différente. Au XVIII^{ème} siècle, l'État afghan apparaît mais reste la propriété de l'ethnie pachtoune Durrani. Un clan désigne le souverain (le clan Saddozay de la tribu des Durrani jusqu'en 1818 puis Mohammedzay jusqu'en 1978), les charges sont réparties uniquement entre les familles pachtounes Durrani. L'État a suivi alternativement deux politiques : longtemps, l'État s'est contenté d'être le lien plutôt ténu entre les différentes communautés villageoises. L'administration est représentée par un Wali, un gouverneur, les provinces devaient uniquement s'acquitter des impôts, reconnaître l'autorité du souverain, l'émir, et en cas de conflit avec l'étranger envoyer leurs soldats.

Au cours du XX^{ème} siècle les souverains successifs renforcèrent leur autorité dans les provinces afghanes notamment grâce aux réseaux de communication et aux agents de l'administration scolaire. Cette seconde politique a précisément pour objet d'éliminer les velléités d'indépendance des communautés villageoises et d'unifier le peuple afghan. Ce chemin a été suivi dans les années vingt par Amanullah, roi audacieux, poursuivi par le Prince Daoud puis par le communiste Taraki. Mais ce désir d'imposer le concept d'État-Nation occidental est considéré comme une volonté pachtoune de pérenniser son autorité. En effet, l'appareil d'État se résume à la monarchie, au peuple pachtoun et plus précisément au clan Durrani. Les autres minorités voient donc dans la notion d'État une entité étrangère et le symbole honni de la mainmise pachtoune sur le pays.

1.1.3) Une situation économique désastreuse

a) Une population victime d'une économie parmi les plus faible du monde.

Déjà préoccupante en 1979, la situation économique du pays s'est depuis lors considérablement aggravée. À la veille du conflit, l'Afghanistan appartient déjà au groupe des vingt États les plus pauvres de la planète. Deux décennies plus tard, le constat est toujours accablant, le pays est totalement sous-développé : 90% des Afghans sont illettrés²¹ et la moitié des enfants meurt avant d'atteindre l'âge de cinq ans. Les statistiques sanitaires révèlent une situation particulièrement alarmante. L'espérance de vie ne dépasse pas 39 ans. Les indicateurs sont éloquentes, le pays compte ainsi pour seize mille habitants, un médecin et trois lits d'hôpitaux²², alors que 60% de la population est atteinte par la tuberculose. La situation sanitaire est catastrophique, le taux de mortalité infantile est l'un des plus élevés au monde, un taux de 200/1000 (200 décès pour un millier de naissance) est à déplorer²³ en 1995. Aujourd'hui, 70% de la population afghane a moins de trente ans.

La structure de l'économie reflète ce sous-développement, 85% des Afghans travaillent dans le secteur agricole avec des moyens si primitifs que les disettes sont particulièrement meurtrières. La famine de 1971 a provoqué la mort de cent mille personnes. Vingt ans plus tard, la situation ne s'est guère améliorée. Le tissu économique s'est entièrement décomposé, dominé par l'économie informelle et le trafic de stupéfiants. Les statistiques internationales traduisent cette misère : l'Afghanistan apparaît classé sur 226 pays au 211^{ème} rang pour le PNB par habitant. En terme d'indice de développement humain²⁴, le classement est encore plus accablant, le pays figure actuellement à la 169^{ème} place sur 174.

²¹ Dès le début de la décennie 1970, les écoles d'État inculquant des idées modernes, suscitent la méfiance des Afghans qui refusent alors d'y envoyer leurs enfants.

²² A titre de comparaison, la France compte pour seize mille habitants, 32 médecins et 160 lits d'hôpitaux.

²³ Comme élément de comparaison, le taux de mortalité infantile en France est de cinq pour mille.

²⁴ L'Indice de développement humain (IDH) n'apprécie pas la richesse d'un pays (calculée en terme de PNB) mais

L'activité économique s'articule autour de trois éléments:

- *Le secteur agricole* occupe environ 60% de la population active et contribue à plus de 50% du PNB national. Ces cultures sont essentiellement vivrières. Toutefois, seulement 12% de la superficie du pays sont constitués de terres arables. Le climat aride et le terrain montagneux expliquent en grande partie l'exploitation relativement faible du sol. Les plus grandes étendues de terres arables se trouvent dans les vallées facilement irrigables du nord. En 1989, le pays demeurait tributaire de l'approvisionnement venant de l'Union Soviétique. À l'époque, celle-ci livrait les 2/3 des biens alimentaires. Car avec la guerre, le cheptel a diminué de 55%, la plupart des canaux d'irrigation ont été détruits ou endommagés. Maintenant, la production agricole ne représente qu'un tiers de celle de 1979, mais contribue à plus de 50% des exportations nationales.

- *Le secteur minier* reste limité à quelques gisements houillers situés sur les versants de l'Hindou Kouch. Le pays dispose de gisements de charbon dont les réserves sont estimées à 4% des réserves mondiales

- *Enfin, les hydrocarbures* constituent un élément essentiel de l'industrie. Le principal gisement de gaz, 40% des réserves totales de l'Afghanistan, est celui de la région de Chebergan, exploité depuis 1967 et dont la production pour sa quasi totalité, est exportée en direction de l'Ouzbékistan via un gazoduc de 92 km..

Cependant, la guerre contre les Soviétiques puis le conflit civil, notamment dans les faubourgs de Kaboul, ont littéralement anéanti le potentiel industriel du pays. Aujourd'hui, l'économie afghane se résume aux activités illicites dominées par le commerce de stupéfiants.

L'Afghanistan occupe désormais une place centrale dans l'organisation et la culture de produits stupéfiants. Les raisons de l'expansion de ces cultures sont liées à la guerre, puisque l'argent des récoltes de l'opium a permis de financer l'achat d'armes à l'étranger. À l'heure actuelle, la culture de l'opium représenterait 20% du PNB afghan soit 2,5 milliards de dollars. Ce chiffre permet au pays de se hisser en tête des pays producteurs d'héroïne avec une production en 1998, de 3300 tonnes d'opium. Avant l'invasion soviétique, la culture du pavot était certes déjà répandue mais de manière limitée et surtout avait un usage thérapeutique. Les paysans pendant la guerre ont été encouragés à s'adonner à des cultures plus rentables. De surcroît, la destruction des canaux d'irrigation les empêchait de poursuivre leurs cultures traditionnelles. Le pavot est ensuite transformé sur place en opium puis en héroïne, dans des laboratoires situés notamment dans les provinces de Nangarhar et de Helmand, puis exporté à la hauteur de 80% vers l'Europe via la route de l'Orient. Ces routes passant par l'Iran puis la Turquie, depuis la mise en œuvre d'une politique de lutte contre le narcotrafic par la république islamique d'Iran passent désormais par l'Ouzbékistan²⁵ et le Tadjikistan Cette province du Helmand concentre à elle seule 40% des champs de pavot du pays. Au printemps 1994, une enquête des Nations Unies établissait que les cultures de pavot s'étendaient sur 800 km² soit l'équivalent de huit fois la superficie de la ville de Paris. Malgré les intentions affichées par le pouvoir Taliban de réduire de 30% les cultures de pavot pour l'année 1999, la production d'opium sec pour cette année aurait atteint le chiffre de 4581 tonnes, selon l'UNDCP (programme des Nations Unies pour le contrôle de la drogue), soit une augmentation de 70% par rapport à l'année 1998²⁶ et cela représenterait 75% de la production mondiale d'opium. Cette production représenta un apport de 183 millions de dollars pour les populations locales. Cette culture du pavot, traditionnellement pratiquée dans les zones tribales du sud-est du pays, s'étend désormais vers le nord.

le niveau social (accès à l'eau potable, électrification des villes, nombre de médecins, de professeurs...).

²⁵ les flux de drogue afghane en Ouzbékistan ont augmenté de 33% en 1999, atteignant 4 tonnes selon les sources officielles. Les flux réels sont estimés entre 25 et 40 tonnes. Les prix à la tonne se sont effondrés de 75%. Source TTU N°301 23 décembre 1999.

²⁶ Se reporter à l'article de Françoise Chipaux *Le Monde* 9-10 janvier 1999.

b) Les causes structurelles du retard économique afghan.

Plusieurs facteurs généraux, peuvent expliquer le retard économique du pays (absence de matières premières, impuissance de la classe dirigeante...). Toutefois des raisons spécifiques expliquent la situation de l'Afghanistan.

- En premier lieu, l'élite du pays reste constituée en grande partie de Pachouns qui se destinent essentiellement au service de l'appareil d'État (armée, fonction politique et publique) et délaissent les secteurs commerciaux. Par conséquent, l'Afghanistan ne disposait pas avant la guerre d'un vivier de responsables instruits ou d'entrepreneurs économiques.

- En second lieu, la structure familiale constitue un obstacle sérieux au décollage industriel. En effet, les charges et les prébendes étant héréditaires, les enfants et plus particulièrement les fils se voient désignés naturellement comme successeurs de leur père, et donc ne disposent d'aucune latitude pour choisir leur activité professionnelle. Surtout, dans une structure clanique, l'initiative individuelle est brimée, tout projet ne peut se réaliser qu'avec l'aval des anciens et l'assentiment de la communauté. De surcroît, la division ethnique du pays rend périlleuse l'implantation d'entreprises en dehors du lieu d'habitation du clan. Ainsi le développement économique ne peut être insufflé que de l'extérieur.

- Enfin dernier élément, l'aide internationale allouée depuis les années soixante a paradoxalement accentué les distorsions de l'économie nationale. En effet, l'aide a été consentie en fonction des intérêts industriels des créanciers en l'occurrence ceux de l'Union Soviétique. Ainsi les matières premières comme le gaz ont été exportées et n'ont pas servi à la création d'un tissu industriel local.

c) Un pays qui s'enfoncé dans le sous-développement.

Aujourd'hui, les principales ressources économiques de l'Afghanistan sont le commerce d'opium et l'aide internationale qui apportent l'oxygène économique indispensable. Sans ces deux éléments, la situation serait particulièrement dramatique. L'aide internationale consentie tant par les organisations caritatives que par les États s'élevait en 1998 à près d'un milliard de dollars²⁷, soit l'équivalent de 7% du PNB afghan. Aussi la richesse réelle du pays, en soustrayant les revenus illicites et l'aide internationale, doit être réduite d'un tiers.

L'aide étrangère était principalement apportée par l'Union Européenne mais aussi par les pays musulmans. Cependant, de sérieuses réserves doivent être apportées quant à l'utilisation des vivres ou des biens alimentaires livrés. En effet, l'aide transite par l'aéroport de Kaboul et donc est contrôlée voire détournée par la milice occupant l'aéroport. Toutefois, l'aide étrangère ne se résume pas à la livraisons de denrées alimentaires mais se traduit par la présence indispensable d'un encadrement médical (médecins, chirurgiens..). Le départ des organisations non gouvernementales²⁸ en septembre 1998, sous l'injonction des Talibans n'a fait qu'aggraver une situation déjà chaotique.

²⁷ L'aide de l'Union Européenne était estimée à 150 millions de dollars par an et celles des Nations-Unies à 160 millions de dollars. L'aide apportée par les pays musulmans s'élèverait pour sa part à 600 millions de dollars (en incluant les livraisons de matériel de guerre).

²⁸ Ces organisations non gouvernementales, dernier lien entre les Afghans et le monde extérieur, ont dû quitter précipitamment le pays, avant pour certaines, d'être à nouveau autorisées en novembre 1998. Se reporter aux témoignages des organisations humanitaires N° 82 des Nouvelles d'Afghanistan, 1998.

1.2) L'HISTOIRE DE L'AFGHANISTAN AU COURS DU XIX^{ème} ET XX^{ème} SIÈCLES.

1.2.1) Un État-tampon situé au carrefour de deux empires.

Situé au carrefour des routes commerciales terrestres, celle empruntée par les moines bouddhistes chinois au V^{ème} siècle comme celle du vénitien Marco Polo au XIII^{ème} siècle, l'Afghanistan a subi au cours de son histoire turbulente plusieurs invasions et influences. La géographie du pays a dicté en partie son destin. Au centre du continent asiatique, à cheval sur l'imposante barrière de l'Hindou Kouch, l'Afghanistan a constitué la voie de passage obligée pour les conquérants se dirigeant vers le sous-continent indien et plus particulièrement vers le fleuve Indus. Ce rôle de frontière explique les invasions successives notamment celles des Aryens, des Scythes et des Parthes (tous trois venant de l'actuel Iran). Englobé dans l'Empire Perse, ce territoire fut ensuite au VIII^{ème} siècle dominé par les Turcs de la dynastie Ghaznévides. Souvent, ces envahisseurs s'arrêtaient dans leur périple, découragés par l'hostilité des massifs montagneux. Entre 1219 et 1223, les Mongols occupent Kaboul et les régions au nord de l'Hindou Kouch qui resteront sous leur autorité jusqu'au XIV^{ème} siècle. En 1747, apparaît un embryon d'État sous la houlette d'Ahmad Châh Durrani, qui va progressivement fédérer les différentes tribus pachtounes. La période débutant alors en 1859 sera marquée par « le Grand Jeu », selon l'expression désormais courante, de l'historien anglais Sir John Kaye. L'Empire britannique et la Russie se feront face, partageant une même ambition, et se disputant un même territoire. Puis, dans la deuxième moitié de ce siècle, l'Afghanistan se situe à nouveau au carrefour d'une nouvelle confrontation opposant désormais les Américains aux Russes.

a) L'Afghanistan, État-tampon par la volonté anglaise de défense de son Empire des Indes.

À la fin du XIX^{ème} siècle, cette région d'Asie centrale est marquée par la rivalité entre Russes et Anglais. Les premiers entendent avoir accès aux mers libres. Pour Londres, l'objectif principal dans cette région d'Asie vise alors à créer un îlot d'États tampons permettant d'endiguer la progression des Russes vers le joyau de la Couronne. L'Afghanistan jouera le rôle de zone tampon et servira donc de théâtre de confrontation entre Britanniques et Russes. En 1839, l'armée britannique arrive à Kaboul. Comme en Inde, la Grande-Bretagne instaurera un système de gouvernement indirect en s'attachant les services du roi, Dost Muhammad. En échange de subsides, l'homme affiche sa loyauté à l'égard de la Grande-Bretagne, en alignant sa politique étrangère sur celle de son protecteur. Toutefois, cette présence étrangère ne se fit pas sans heurts, puisque deux guerres opposèrent la Grande-Bretagne aux Pachtouns de l'Afghanistan²⁹. Stricto sensu, l'Afghanistan va naître en 1880, avec la reconnaissance par les Britanniques de l'émir Abdul Rahman comme « roi de l'Afghanistan et de ses dépendances ». En 1893, les frontières de l'Afghanistan avec l'empire des Indes sont démarquées par Sir Mortimer Durand³⁰, officier britannique qui prit soin de prolonger la frontière orientale par une sorte d'appendice, nommé corridor de Wakhan, afin de bien séparer les deux empires russe et britannique. En 1907 la Russie, affaiblie par sa défaite deux ans plus tôt face au Japon doit reconnaître le droit à sa rivale d'exercer un protectorat sur l'Afghanistan, consacrant ainsi la domination anglaise. Douze ans plus tard, le 8 août 1919, par le traité de Rawalpindi, la Grande-Bretagne reconnaît l'indépendance de l'Afghanistan.

À cette époque, imitant le modèle de Mustapha Kemal, l'émir Amanoullah entend mener son pays vers la modernité, notamment en abolissant le servage et en accordant des droits civils aux

²⁹ La première guerre, anglo-afghane (1838-1842) se soldera par une cinglante défaite des Britanniques, 4.500 de leurs soldats seront assassinés en janvier 1842 à une trentaine de kilomètres de Kaboul. La seconde guerre (1878-1880) se terminera par la victoire des Britanniques et leur permettra d'imposer un souverain conciliant.

³⁰ Sir Mortimer Durand, officier britannique chargé de délimiter les frontières du territoire en 1892 a ainsi donné son nom à la Ligne Durand. Cette ligne désigne le tracé entre l'Afghanistan et l'Empire des Indes.

femmes. Mais son ambition se heurta aux réticences des religieux, le contraignant à la démission en 1929. Après une période de confusion le général Nadir Chah, s'empara du pouvoir et se fit proclamer roi. Son règne sera bref, interrompu prématurément par son assassinat en 1929. Son fils, Mohammed Zaher Shah lui succéda (1933-1974). L'homme préserva son pays de la seconde guerre mondiale et son premier ministre le prince Daoud entreprit, à partir de 1953, une ambitieuse modernisation de la société afghane. En 1964, le pays devient une monarchie parlementaire avec comme Premier ministre, Mohammad Yussuf puis Mohammed Hashim Maiwandwal (1965-1967). L'Afghanistan entendait alors, s'écarter de la confrontation américano-soviétique en adoptant une stricte neutralité. Ainsi Daoud, lorsqu'il était premier ministre, refusa la proposition américaine d'adhésion à l'Otase³¹, qui signifiait *de facto* le renoncement au Pachtounistan. En effet, Washington ne pouvait se permettre d'accueillir au sein de son système d'alliance, deux États ayant un contentieux territorial.

La famine de 1971 (plus de cent mille victimes) et les détournements massifs et scandaleux de l'aide internationale scellent alors le sort de la monarchie. Le 17 juillet 1973, le souverain, alors en voyage en Italie, est donc renversé par Daoud, son ancien Premier ministre de 1953 à 1963, son beau-fils et l'un de ses cousins germains. Le prince Daoud est aidé dans son complot par des officiers proches de l'Union Soviétique. En récompense de cet appui, sept des quatorze ministres du nouveau gouvernement seront issus du parti communiste.

Le débat politique est alors centré sur la question pachtoune. En 1901, les Britanniques ont amputé de la province du Pendjab les territoires peuplés de Pachtouns alors dans l'Empire des Indes et regroupés dans une entité distincte, baptisée North West Frontier Province (NWFP). Toutefois, lors du processus de l'indépendance de l'empire des Indes, les Afghans, et plus particulièrement l'élite pachtoune alors au pouvoir, souhaitent récupérer ces territoires frontaliers (NWFP) de la partie occidentale de l'empire qui prendra pour nom Pakistan et sur lesquels vivent donc des Pachtouns. Mais en 1947, dans une proportion de 90%, ces musulmans décident de s'agréger au Pakistan. Toutefois, Kaboul protestera contre les conditions du référendum qui exclut le choix du rattachement à l'Afghanistan et propose uniquement à ces populations de rejoindre le Pakistan ou de constituer un État indépendant (Cf. carte en annexe 5).

Cette revendication récurrente, la question du Pachtounistan, se heurta au refus systématique à la fois des musulmans pakistanais qui ne veulent pas voir amputer leur État, comme à l'hésitation des Pathans pakistanais, mais également à l'hostilité des Afghans non pachtouns soucieux de limiter la prééminence de cette ethnie au sein de leur pays.

b) L'ambition russe : l'accès aux mers libres et le contrôle des marches.

L'Union soviétique a, dès les années 1920, repris le flambeau et poursuivi les ambitions territoriales tsaristes. La progression vers les mers chaudes³² est souvent considérée comme une constante de la politique extérieure russe. En 1716, sous le règne de Pierre le Grand, les Russes s'emparent de la ville de Semitpalatinsk, alors aux mains des Kazakhs. Puis la ville de Tachkent est conquise en 1865, et trois ans plus tard, Samarcande. Toutefois, les Russes ont certes mené ces conquêtes pour agrandir leur territoire et pour atteindre un jour ce débouché vers les mers libres, mais ces annexions ont également pour finalité de se prémunir contre les invasions mongoles et chinoises. La domination du Turkestan est considérée comme vitale pour la sécurité

³¹ Dans le cadre de la politique de refoulement de l'Union Soviétique, les États-Unis et plus particulièrement John Foster Dulles, secrétaire d'État de D. Eisenhower tressèrent un réseau d'alliances autour de l'Union Soviétique. D'Europe occidentale avec l'OTAN, l'endiguement se poursuit par le Pacte de Bagdad (signé en 1955 et dissous en 1979, comprenant notamment l'Iran, l'Irak et la Turquie) puis par l'Organisation de l'Asie du sud-est Otase (signé en 1954 dissous en 1977, comprenant notamment la France, la Grande-Bretagne, les États-Unis, le Pakistan et les Philippines).

³² L'expression des mers chaudes désigne le Golfe d'Oman, la Mer d'Oman et plus globalement l'océan Indien.

de l'empire tsariste. L'intervention en Afghanistan en 1979 répond aux deux préoccupations : l'accès aux mers libres et la sécurité des marches de l'empire par le soutien à un régime frère.

En 1979, ce pays doit être contrôlé autant pour son intérêt géographique propre, que pour éviter une propagation du fondamentalisme religieux, ravivé par la victoire de Khomeiny. En effet, les populations d'Asie centrale, frontalières de l'Afghanistan, Tadjiks, Ouzbèques, Turkmènes peuvent être sensibles à un discours virulent dénonçant l'athéisme marxiste, l'oppression communiste et le colonialisme russe et peuvent donc menacer à terme la cohésion de l'Union Soviétique.

Par conséquent, l'invasion de l'Afghanistan peut s'inscrire davantage dans ce souhait séculaire de conforter les marches de l'empire en dominant et en contrôlant les populations non slaves par le biais d'un protectorat comme en Mongolie, que dans le dessein d'étendre l'Empire

Deux épisodes ont marqué l'histoire politique contemporaine du pays :

La révolution de Daoud : Dès 1953, le prince Daoud, alors Premier ministre, va rechercher l'appui de l'Union Soviétique dans sa rivalité à propos de la question pachtoune avec le Pakistan, alors proche des États-Unis. Ses successeurs poursuivront cette orientation. L'homme va habilement entretenir la rivalité déjà exacerbée entre Soviétiques et Américains. Les premiers investiront dans le nord du pays, construisant les infrastructures, les routes, les barrages, dans une perspective de synergie économique avec l'Ouzbékistan Les États-Unis pour leur part, aideront la partie méridionale du pays. Mais cette ambition de modernisation s'enlisa rapidement, conduisant à l'assassinat le 27 avril 1978, du Président Daoud et de sa famille à la suite d'un putsch fomenté par des officiers proches de l'Union Soviétique. En effet, l'évolution promise par Daoud ne constituait en réalité que la perpétuation des privilèges de l'aristocratie d'origine pachtoune et plus particulièrement du clan Durrani. Surtout, le Président Daoud se rapprochait sensiblement de l'Iran du Shah, réorientant sa politique étrangère vers l'Occident. Dans cette logique, plusieurs dirigeants communistes furent cette même année arrêtés. La situation s'envenima rapidement, menant ainsi au coup d'État du printemps 1978, avec la bénédiction soviétique. Toutefois, l'URSS ne disposait pas ici d'un relais structuré et efficace. En effet, le parti démocratique et populaire d'Afghanistan (PDPA) était divisé en deux tendances distinctes, le Khalq et le Parcham. Les différences entre ces deux factions, toutes deux proches de l'Union Soviétique sont moins dues à des différences idéologiques qu'à des querelles entre les deux clans pachtouns.

- *Le Khalq* (le peuple) recrute en majorité des Pachtouns non Durrani, les Ghilzaï évincés des postes de décision tels Taraki ou Hafizullah Amin. Le Khalq est considéré comme la branche radicale du Parti communiste.

- *Le Parcham* (le drapeau), dominé également par les Pachtouns, accueille cependant dans ses rangs de nombreux Tadjiks, et des populations plus urbanisées. Les cadres de ce parti ont été formés pour leur majorité, en Occident et seront conservateurs dans le domaine économique, mais progressistes sur le plan des mœurs.

Deux hommes vont alors s'emparer du pouvoir. Le premier est Nur Mohammed Taraki (un Pachton du clan Ghilzaï), Secrétaire général du Parti communiste afghan, membre de la faction Khalq qui devient Président de la république. Pour sa part, le chef de l'autre faction le Parcham, Babrak Karmal, un Pachton, est désigné vice-Président. Et par la suite, le 5 décembre 1978, est signé un traité de coopération et d'amitié avec l'Union Soviétique.

Cette révolution de Saur (Saur, le taureau, désignant le mois du calendrier afghan qui va du 22 avril au 22 mai) allait, en réalité, précipiter la décomposition de l'État.

- *La révolution dans la révolution* : Au début de l'été 1979, Nur Taraki limoge les ministres parchamis, la branche rivale, Babrak Karmal, est pour sa part éloigné du pays, nommé ambassadeur à Prague. Pour Taraki, la priorité principale vise à transformer radicalement les

structures sociales du pays. Les symboles de l'arriération doivent impérativement être effacés. L'alphabétisation des populations, la confiscation des terres afin de les redistribuer vont en réalité lui aliéner le soutien des populations. Les Afghans récusent la perte de leurs traditions, refusent l'émancipation des femmes, l'abandon de coutumes séculaires... La classe aristocratique condamne la nationalisation de ses terres. Les réticences furent également vives au sein de certains peuples tels les Nouristanis, qui n'ont jamais véritablement accepté leur annexion dans les années 1880, comme chez les Hazaras où la vie demeure régie par les principes de l'Islam. Très vite des mouvements de rébellions et d'insurrections prennent corps dans le pays. Plus de vingt mille morts dont des coopérants soviétiques seront à déplorer à Hérat en mars 1979. Plus globalement du printemps 1978 à l'hiver 1979, la répression communiste provoquera approximativement la mort de 80.000 personnes. Ces victimes furent essentiellement les opposants au pouvoir (intellectuels libéraux, membres du clergé, notables locaux, mais aussi étudiants appartenant aux mouvements intellectuels islamistes...).

L'unique espoir de Taraki, devant cette situation insurrectionnelle, consiste à obtenir l'aide de l'Union Soviétique. En septembre 1979, après une rencontre avec Léonid Brejnev à Moscou, un accord est scellé qui prévoit la nomination d'un fidèle de Moscou, Babrak Karmal à la place du Premier ministre, Hafizullah Amin (Pachtoun du clan Ghilzai). Il est également convenu de libérer un nombre important de prisonniers politiques, d'accorder de larges concessions aux religieux et, afin de persuader la population de la sincérité des changements politiques, la décision est prise de limoger Hafizullah Amin rendu responsable de l'échec de cette politique de réformes. Celui-ci pressent la menace et n'hésite pas à assassiner Taraki, dès son retour de Moscou, le 17 septembre. Amin a défié l'Union Soviétique et entraîné le pays vers l'anarchie. Le nouveau Président se révèle moins docile que son prédécesseur, les Soviétiques décident de l'éliminer. Deux tentatives d'assassinats échouèrent, il ne restait plus que la solution du coup d'État appuyé par les forces soviétiques.

Le 24 décembre 1979, plus de 85.000 soldats soviétiques arrivent en Afghanistan, trois jours plus tard Amin sera assassiné par les commandos d'élite de l'armée soviétique, les *Spetsnazs*. Babrak Karmal le remplace. Mais très rapidement, l'armée russe se trouvera engagée dans un véritable engrenage.

1.2.2) La parenthèse soviétique (1979-1989)

a) l'avènement de la résistance afghane

L'invasion de l'Afghanistan se déroule dans un contexte d'exacerbation de l'antagonisme américano-soviétique. L'année 1979 voit en effet la victoire des Sandinistes communistes au Nicaragua, le renversement du Shah d'Iran et la mise en place d'un régime théocratique d'obédience chiite, la progression de la présence et de l'influence soviétique en Afrique (Éthiopie, Angola...) et le déploiement d'une brigade de soldats soviétiques à Cuba en violation des accords de 1962. En Afghanistan, les stratèges du Kremlin pensaient pouvoir remporter une victoire aisée en quelques mois³³. Mais, la réaction des pays musulmans puis des États-Unis, sous la présidence de Ronald Reagan, vont rapidement dissiper ces rêves de conquêtes.

Au printemps 1980, les moudjahidins³⁴ ne disposent que d'un armement rudimentaire, composé de vieux fusils britanniques, des kalachnikovs et des grenades vendues librement à Peshawar et dans la ville de Zara dans la province frontière du nord-ouest, véritable plaque

³³ A l'époque, beaucoup d'observateurs, notamment parmi les plus avertis considèrent que l'URSS parviendra aisément à ses fins. Ainsi, Gérard Chaliand écrit « D'ici quelques mois, il est fortement probable que l'URSS aura avec brutalité détruit la capacité offensive de la résistance afghane, quitte à quadrupler le nombre de réfugiés et à décupler celui des victimes ». Hérodote n° 18, 2ème trimestre 1980, p.91.

³⁴ Le terme de moudjahidin signifie littéralement ceux qui font le Jihad. (Le Jihad désignant l'effort spirituel afin d'approfondir sa foi, puis par extension le combat pour diffuser l'Islam).

tournante du trafic de drogue et d'armes. La principale force de ces combattants sera leur foi à la limite du fanatisme, foi qui soutient leur courage par la croyance en l'accès au paradis, le *Djamat*, pour tous ceux morts au cours de cette « guerre sainte ».

Toutefois, rapidement, ces mouvements de résistance reçoivent l'appui de la Chine puis des pays islamiques, plus particulièrement de l'Arabie Saoudite et du Pakistan. Celui-ci, dernière marche avant l'accès à l'océan Indien, a conscience de constituer la prochaine proie. Le Pakistan redoute également l'appui accordé par les Soviétiques au séparatisme Baloutche³⁵. Militairement, la situation ne cessera de s'enliser, jamais les Russes ne contrôleront entièrement le pays³⁶. Les Soviétiques commettront deux fautes principales.

Tout d'abord, l'engagement du contingent, rapidement désorienté devant les atrocités, et non celui d'un corps expéditionnaire professionnel s'est révélé être une erreur. En outre, jamais les Soviétiques ne parviendront à rompre les lignes d'approvisionnements de la résistance passant à travers les montagnes frontalières du Pakistan, malgré le recours massif aux mines et autres munitions dispersables larguées par l'aviation ou par des tirs d'artillerie afin d'isoler la frontière. L'Union soviétique avait trouvé ce qui réjouissait les États-Unis, son Viêt-nam. De même, les condamnations internationales, symboliques comme le boycott des Jeux Olympiques de 1980, et économiques comme l'embargo céréalier américain, accentueront l'isolement de l'URSS et conforteront le discours énergique du président Ronald Reagan. Enfin économiquement, ce conflit allait obérer davantage les finances de l'URSS déjà sévèrement écornées par la dépréciation des cours du pétrole à partir de 1985³⁷. Les raisons de cet engagement fatal furent longtemps obscures.

b) Les raisons de l'engagement.

L'intervention militaire de l'Union soviétique a donné lieu à de multiples interprétations, que le temps, vingt années désormais, permet de mieux saisir.

- *La théorie expansionniste* : À l'époque, cette invasion, plus ostentatoire que massive car seuls 115.000 soldats³⁸ étaient présents en Afghanistan au premier semestre de l'année 1980, semblait s'inscrire dans une politique d'expansion tous azimuts. En effet, aucune précaution particulière n'avait été prise afin d'atténuer le caractère de cette intervention, alors que jusqu'à présent, l'URSS avait pris soin de masquer ses velléités d'expansion par le recours aux armées alliées, comme les Cubains envoyés en Angola ou en Éthiopie... La fameuse formule de « l'accès aux mers chaudes » devait expliquer selon ses partisans les agissements de l'Union soviétique. L'Afghanistan n'aurait constitué qu'une étape avant de parvenir au Pakistan et surtout aux abords des champs pétroliers iraniens et du détroit d'Ormuz.

³⁵ Englobé dans le Pakistan en 1948, la province du Baloutchistan est le théâtre dans les années 1970 d'affrontements entre les séparatistes baloutches aidés par l'URSS et l'État pakistanais. L'ambition de Moscou vise à provoquer une sécession de cette province qui logiquement se rapprocherait ensuite de l'URSS et lui offrirait un accès à l'océan Indien.

³⁶ La résistance afghane recevra de 1980 à 1989, quinze milliards de dollars en armements et munitions, soit l'équivalent du montant d'une année de PNB. L'armée soviétique ne contrôlera réellement, jamais plus de 20% du territoire afghan d'après Assem Akram, Op Cit.

³⁷ La guerre d'Afghanistan allait servir de détonateur à l'implosion de l'Empire soviétique, dévorant 1% du PNB du pays (environ cinq milliards de dollars par an) à un moment où les cours du pétrole se dépréciaient de 60% entre 1980 et 1986.

³⁸ Cet engagement ne concernera que 3% des soldats de l'armée soviétique qui comptait alors cinq millions de soldats. Source : *L'année Stratégique*, sous la direction de Pascal Boniface, Jean-Claude Lattés, 1985, p.104. Au plus fort de leur présence militaire, les Russes ne compteront que 115.000 soldats contre 500.000 soldats américains au Viêt-Nam en 1965.

- *La théorie stratégique* : L'intervention militaire de l'URSS ne constituerait en réalité, qu'une anticipation devant une hypothétique action militaire des États-Unis en Iran. En effet, depuis décembre 1979, plus de soixante Américains sont retenus comme otages en Iran par un régime profondément hostile aux intérêts de Washington. Or à l'époque, l'Iran appartient encore à la sphère d'influence américaine, une action militaire ne saurait donc être exclue. En envahissant l'Afghanistan, l'URSS interdisait à son rival une action similaire en Iran. En effet, se seraient retrouvés face à face Américains et Soviétiques, avec un risque de voir la région s'embraser. Plusieurs dizaines d'hypothèses dans le contexte de cette seconde guerre froide ont été émises³⁹ car la réponse n'est pas unique.

L'action de l'URSS semble en réalité répondre, non à des visées hégémoniques sciemment calculées, mais plutôt à une préoccupation longtemps exprimée de maintenir un ordre politique à ses frontières. En 1979, l'Afghanistan appartient *de facto* à la sphère d'influence soviétique, l'URSS absorbe 40% de ses exportations⁴⁰. En outre, l'URSS a élaboré de multiples projets industriels ambitieux⁴¹. Or ces idées de modernisation se heurtent à l'hostilité de l'aristocratie et de la classe moyenne rurale des *khans*. La présence militaire russe permettrait d'accélérer la transition vers la modernité puis sa réelle implantation. Cette intervention militaire est initialement conçue comme une opération de maintien de l'ordre⁴². Surtout, échaudés par les précédents au Congo-Zaïre ou en Égypte en 1972, les Soviétiques redoutaient le rapprochement de Daoud avec les Occidentaux (en 1975, le montant de l'aide accordée par l'Iran du Shah dépasse celui accordé par les Soviétiques) et l'expulsion de leurs propres coopérants. Alors que mille conseillers militaires étaient présents en Afghanistan en 1972, seuls deux cents demeurent dans le pays, quatre ans plus tard. Vingt années d'investissements risquaient ainsi d'être perdues. Signe supplémentaire d'inquiétude, les nouvelles recrues de l'armée vont se former à New Delhi et non plus à Moscou. Enfin, l'Union Soviétique venait de perdre deux alliés précieux dans la région, en août 1975, au Bangladesh, le Président proche de l'URSS, Mujibur Rahmane avait été renversé, et deux ans plus tard, Indira Gandhi perdait le pouvoir en Inde. Cette aventure militaire ressort davantage d'un mécanisme d'engrenage. En 1978, l'URSS avait amené au pouvoir un triumvirat, Taraki, Amin, Karmal afin de mettre un terme au rapprochement du pays vers l'Occident. Mais Amin, après les événements sanglants risquait d'emprunter ce même chemin vers l'Occident.

En fait, l'action des Soviétiques atteste de la permanence de l'Histoire, reprenant ici le rôle joué par les Russes au siècle dernier. L'effacement de la présence américaine (successeur des Anglais) les a incités à progresser, à grignoter des terres jalousement protégées jusqu'alors. Pourtant cette aventure, qui s'achève en janvier 1989 par le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, a précipité l'échec de l'Union soviétique. Cet échec est dû à deux raisons principales :

- *Au plan humain*, les premiers soldats engagés originaires de l'Asie centrale (Tadjiks ou Ouzbèques) fraternisèrent trop souvent avec leur coreligionnaires. L'armée soviétique dut alors mettre en première ligne des troupes européennes peu motivées ne saisissant nullement l'enjeu du conflit. Le nombre de déserteurs constitue un baromètre significatif, une centaine d'hommes manquait chaque mois à l'appel. Toutefois la défaite soviétique ne doit pas effacer les multiples

³⁹ Dans son *Dictionnaire de Politique internationale*, PUF, 1988, Charles Zorgbibe a résumé les différentes interprétations dominante alors, Eric Bachelier dans son ouvrage *L'Afghanistan en guerre : La fin du grand Jeu soviétique*, Presse Universitaire de Lyon, 1992, évoque avec précision les différents motifs de cette action extérieure pp.39-41.

⁴⁰ In *Afghanistan, La colonisation impossible*, Op.Cit p 165.

⁴¹ En 1978, la présence économique soviétique est déjà importante (construction de barrages notamment sur le Kunduz, extraction de minerais de cuivre, de gaz...). À cette époque, l'aide soviétique représente 40% du budget de l'État. Source : *Hérodote, Points Chauds avril-Juin 1980*, Pierre Gentelle, p.69.

⁴² Le prolongement de la guerre et l'enlèvement soviétique s'expliquent également par l'incapacité d'engager un retrait définitif (impotence des dirigeants (L. Brejnev, V. Tchernenko), volonté de préserver la stature de puissance mondiale, crédibilité de l'armée, poids des généraux...).

exactions et actes de barbarie commis à l'époque. Ainsi les forces soviétiques disséminèrent plusieurs millions de mines antipersonnel dans le pays, afin de décourager les combattants en provoquant des mutilations. Les victimes ne peuvent plus combattre et deviennent une charge pour leur entourage. Aujourd'hui 5% de la population afghane⁴³ souffre d'un handicap physique provoqué par l'explosion de ces mines. De même, les Russes auraient utilisé les armes chimiques afin de rendre les terres agricoles stériles en empoisonnant les rivières et les sources d'eau pour affamer ainsi les populations.

- *Au plan militaire*, l'URSS se contentait de contrôler l'Afghanistan utile, les principaux axes de communications routières, les gisements de gaz, les centres économiques (contrôle des récoltes). Cependant, l'armée d'occupation ne parvint jamais à dominer entièrement le pays. Pourtant devant elle, l'armée soviétique trouvait une opposition morcelée dont les divisions épousaient les clivages religieux et tribaux. La réalité balaye l'image d'une résistance unie et homogène. En fait, la résistance afghane a été un chapelet de six cents groupuscules autonomes sans aucune coordination commune et dont seulement 10% disposait de plus de cinquante soldats. Entre les différents villages, les communications et donc la coordination d'actions sont particulièrement difficiles. Outre la vétusté du réseau de transport habituel, les transmissions radio, déjà difficiles à cause des montagnes sont interceptées ou brouillées par les Russes. Les déplacements des convois de moudjahidins ne s'effectuèrent plus que lentement, toujours de nuit et à pied, en empruntant des itinéraires détournés.

c) Les conséquences

Les conséquences de cette aventure militaire expliquent partiellement le visage actuel de l'Afghanistan.

Pour l'Union soviétique, la guerre d'Afghanistan a agit comme un détonateur enclenchant le mécanisme de réformes institutionnelles qui allait mener vers l'implosion du pays.

L'Armée rouge prit conscience de manière flagrante de son retard technologique notamment devant l'efficacité des missiles sol-air américains Stinger⁴⁴ et des missiles Milan. Le tournant de ce conflit se situe probablement en 1986, quand les moudjahidins commencent à manier les premières livraisons de missiles sol-air britanniques Blowpipe puis américains Stinger. Rapidement l'aviation russe sera paralysée, permettant alors aux Afghans d'entreprendre d'audacieuses manœuvres militaires. De même, la doctrine militaire soviétique fondée sur des combats frontaux, se révélait inefficace contre des mouvements de guérillas aussi mobiles et organisés.

En outre, cette guerre incomprise mit à jour le délabrement moral d'une armée comme le révèle le nombre particulièrement élevé de suicides. En dépit d'un engagement militaire massif et le recours aux armes chimiques, jamais la première puissance militaire de l'époque ne parvint à éradiquer la résistance afghane. Finalement, ce « pays du Moyen Âge » allait tétaniser la patrie du socialisme, quinze mille soldats soviétiques devaient périr dans cette guerre, et trente-cinq mille seront blessés. L'Armée rouge se contentera de maîtriser les principaux axes de communication ainsi que les villes principales (Kaboul, Hérat, Kandahar. . .). Incapables de remporter une victoire, les Soviétiques décident en 1988 de quitter le pays dès l'année suivante non sans avoir livré, en quantité massive, armes et équipements au régime de Najibullah.

⁴³ D'après Assem Akram, Op Cit, p 178. Cet auteur a estimé qu'en moyenne se trouvait en Afghanistan une mine et demie par habitant...se référer aussi aux rapports de l'organisation non gouvernementale : Handicap International.

⁴⁴ Le missile sol-air portable Stinger se caractérise en premier lieu sa facilité d'usage, son faible poids seulement 10 kg, il ne nécessite aucune formation ou connaissance spécifique. Son coût peu onéreux, lui permet d'être livré en quantité, en l'occurrence près d'un millier a été donné à la résistance afghane. Enfin sur le plan technique, le missile est capable d'atteindre tout avion ou hélicoptère à 5.000 m d'altitude guidé par un capteur infrarouge. 800 hélicoptères et avions russes ont été abattus par ces missiles.

Pour l'Afghanistan, l'invasion soviétique accentua les divisions déjà prononcées.

- *Au plan politique* : Une part non négligeable d'Afghans apporta son soutien à l'Union Soviétique. Ainsi Babrak Karmal puis Najibullah (Pachtoun du clan Ghilzai) purent rassembler une armée de plus de 90.000 hommes en 1979, certes réduite des 2/3 par les désertions cinq ans plus tard...

Une lecture purement manichéenne, Afghan-résistant contre Soviétique-oppresseur est démentie par la réalité. En effet, dans les zones urbaines, la présence soviétique était synonyme de rétablissement de l'ordre public après l'anarchie des deux dernières années. La bourgeoisie des villes acceptait tacitement le régime communiste apportant la stabilité et la sécurité et permettant à ses enfants d'accéder à l'éducation et au progrès sanitaire. L'incertitude de la nébuleuse des moudjahidins constituait une hantise. Toutefois, la majorité des Afghans apporta son soutien physique ou matériel aux résistants. Le nombre de combattants est estimé entre cent et deux cent mille.

La difficulté d'analyse du développement de ce conflit révèle la complexité de la situation afghane. En effet, le ralliement à l'Union Soviétique ne fut pas le fait d'un seul groupe de population, le Pachtoun Karmal luttant contre des moudjahidins en majorité Tadjiks. Le clivage relève surtout des rivalités tribales et sociologiques. La guerre d'Afghanistan aurait pu agir comme un ciment rassemblant des peuples aussi disparates. Cette vision idyllique parfois diffusée ne recouvre nullement la vérité. Depuis 1979, les rivalités puis les confrontations entre les différents mouvements de résistance ne se sont jamais tues, à peine apaisées au plus fort de la guerre. L'invasion soviétique a envenimé la situation par la livraison d'armes, (attribuées principalement à l'une des factions de la résistance, celle de Gulbuddin Hekkmattyar) par les rancœurs à l'encontre des Afghans, un moment tentés par une alliance avec l'URSS, et par le rôle déterminant joué par les pays limitrophes.

On retrouve ainsi, accentués par le conflit, les clivages traditionnels de la société afghane. Il s'expliquent par le poids de l'allégeance au groupe (*qawn*) ainsi qu'à l'influence tribale et plus particulièrement de son code coutumier : le « *pashtunwali* ». Ce lien fort explique entre autres les retournements fréquents ainsi que les trahisons successives, qui ne sont pas perçus comme tels car l'allégeance au *qawn* est supérieure à tout autre lien, fut-il celui de la Nation, de l'ethnie, de la religion ou d'un objectif commun.

En fait, avec le recul de l'Histoire, les Afghans ont infligé aux Russes une défaite aussi cinglante que celle subie par les Anglais au siècle dernier. Toutefois à l'aube des années 90 le pays s'avère décimé.

Sur le plan humain, l'hémorragie a été d'une ampleur dramatique, 1,3 million de morts du côté afghan soit près de 10% de la population⁴⁵ dont 80% de civils, cinq millions de réfugiés dont 60% au Pakistan, les autres en Iran. Enfin, cinquante mille personnes avaient également été déportées en Union Soviétique.

La question des réfugiés mérite d'être soulignée. La Russie a provoqué en sept années, le plus vaste exode de la planète. Les autres mouvements dramatiques de population n'atteignent pas cette ampleur⁴⁶ L'architecture économique, déjà fragile, s'est complètement effondrée. Le 15 février 1989 s'achevait le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan.

⁴⁵ Les données statistiques ne traduisent pas toujours l'ampleur de la catastrophe démographique. Pendant la première guerre mondiale, la France a perdu 4% de sa population puis 1,2% entre 1939 et 1945. Le chiffre de 10% pour l'Afghanistan constitue une véritable hémorragie humaine.

⁴⁶ Ainsi à titre de comparaison, l'exode des Boat people vietnamiens fuyant le régime communiste a concerné, de 1977 à 1994, près de 1,3 millions de personnes

II. UNE SITUATION INCOHÉRENTE APRÈS LE RETRAIT SOVIÉTIQUE.

Dix ans après le rapatriement du contingent russe, l'Afghanistan reste ravagé par un conflit civil particulièrement meurtrier. Depuis une décennie, trente mille personnes ont péri dans ces affrontements. La présence soviétique n'a en réalité constitué qu'une parenthèse atténuant temporairement les heurts et les rivalités entre populations, qui se réveillent désormais.

Aujourd'hui, le pays se retrouve comme vingt années auparavant en 1978, avec toutefois des millions de victimes (à déplorer) et une économie entièrement délabrée. A priori, l'Afghanistan ne devrait guère susciter d'intérêt : ni son potentiel industriel, ni ses matières premières ne confèrent au pays un rôle réellement important. Pourtant, l'Afghanistan avec la décolonisation de l'empire soviétique se trouve maintenant au cœur de l'Asie centrale, devenue une pièce maîtresse sur l'échiquier pétrolier. Le pays au milieu des années 1990 est devenu la proie des consortiums pétroliers, voyant à travers ses déserts une route permettant d'acheminer le pétrole vers les ports de l'Océan Indien.

2.1) L'IMBROGLIO DE LA SITUATION INTERNE

2.1.1) Une situation politique complexe et apparemment inextricable

Le départ des derniers soldats soviétiques voici dix ans n'a guère permis de ramener le pays vers la paix. Ces dernières années ont été marquées par de violentes rivalités entre les différents mouvements de résistance, désormais soucieux de s'emparer du pouvoir et de la capitale Kaboul.

La situation politique afghane apparaît difficilement compréhensible. Certes, à première vue, les clivages entre les différents mouvements sont nourris par des antagonismes ethniques, notamment entre Pachtouns et Tadjiks. Toutefois, plusieurs organisations militaires ont su élargir leurs rangs à d'autres peuples et en même temps, certaines ethnies sont éparpillées entre plusieurs organisations. À des clivages ethniques (Pachtouns contre Tadjiks), s'ajoutent des rivalités religieuses (Sunnites contre Chiites), idéologiques (pro ou anti communistes), et géographiques (ruraux contre citadins). Chaque village demeure sous l'autorité d'un commandant, véritable chef de la communauté, arbitrant les conflits et régissant la vie sociale. Trois périodes sont à distinguer depuis le départ de l'armée soviétique en février 1989.

Après le départ des soldats soviétiques du pays en 1989, le régime de Najibullah parvint à se maintenir en place encore trois années, démentant ainsi toutes les prévisions politiques établies. Les divisions de la résistance, les incohérences de sa stratégie déroutèrent la population citadine. De son côté, Najibullah entama une audacieuse politique de réconciliation nationale, décrétant l'Islam religion d'État, autorisant le multipartisme et la liberté de commerce. Enfin, le rôle des Nations Unies en créant des zones de cessez-le-feu, conforta *de facto* le régime de Najibullah. Toutefois, après la suspension de l'aide soviétique en août 1991, le Président Najibullah se retrouva placé en sursis politique⁴⁷. Dès le 25 février 1989, est instauré le gouvernement intérimaire afghan dirigé par S. Mojadedi. En avril 1992, une alliance inattendue et plutôt incongrue est conclue entre Ahmad Shah Massoud, héros de la lutte contre l'envahisseur, et Abdoul Rachid Dostom responsable des milices nordistes procommunistes. Cette première coalition constituée en avril 1992, rassemble en fait tous les mouvements (principalement tadjiks et ouzbèques) soucieux d'éviter un retour au pouvoir des Pachtouns. Le 28 juin suivant, Burnhanuddin Rabbani (président du mouvement *Jamiat-é-Islami*) succède à S. Mojadedi à la tête du gouvernement provisoire, au sein duquel, Ahmad Shah Massoud s'octroiera le portefeuille de la Défense (Cf. liste des mouvements de résistance en annexe 1). Bien que

⁴⁷ Le Président Najibullah restera hébergé dans un bâtiment des Nations-Unies sans être inquiété par les moudjahidins. Ce sont les Talibans qui l'assassineront en septembre 1996.

symboliquement dirigé par un Pachtoun, ce gouvernement provisoire rassemble essentiellement des ethnies du nord du pays marginalisant ainsi les Pachtouns. Commence alors la bataille de Kaboul, marquée par plusieurs péripéties et renversements d'alliances déconcertants.

Se dessine alors la seconde période. Le 29 avril, Ahmad Shah Massoud et ses hommes entrent logiquement dans Kaboul avec l'appui de Rachid Dostom. Occuper Kaboul signifie non seulement contrôler l'axe principal de communication du pays, mais surtout disposer d'un droit de regard sur les livraisons de l'aide internationale. Toutefois, de profondes divisions prévalent toujours au sein de la résistance, entre Massoud et Gulbuddin Hekkmatyar, un Pachtoun affidé du Pakistan, responsable d'un autre mouvement : *le Hezb-î-Islami*. De violents combats opposeront alors, l'alliance de Ahmad Shah Massoud à G. Hekkmatyar. Ce dernier, considéré comme le relais de la puissance pakistanaise, vilipende Massoud allié au symbole du régime communiste, Rachid Dostom. Ces combats se perpétueront jusqu'en mars 1993. À cette date, le 7 mars exactement, un accord est signé à Islamabad mettant un terme à ces affrontements, prévoyant la nomination au poste de Premier ministre de G. Hekkmatyar. Burnhanuddin Rabbani, pour sa part, voit son mandat présidentiel prorogé jusqu'en 1995.

En marge de ce principal conflit se déroulent des affrontements entre deux autres mouvements le *Wahdat* et *l'Ittihad* (Cf. annexe 1). En 1994, le 1er janvier se noue un nouveau renversement d'alliance qui verra Abdoul Rachid Dostom rompre avec Massoud pour se rallier à Gulbuddin Hekkmatyar. Dans ce contexte de fragmentation profonde du pays, sans véritable vainqueur, apparaît un mouvement politique au discours religieux, les Talibans. Leur progression à travers le pays sera fulgurante, s'emparant de la ville d'Hérat en septembre 1995, puis de Djalalabad, un an plus tard et enfin dans la foulée de Kaboul.

À l'heure actuelle, quatre forces principales occupent la scène politique du pays :

Les formations nordistes (non pachtouns) :

- Le *Djamiat-é-Islami* (association islamique) : Cette formation fondamentaliste modérée constitue l'une des principales organisations politiques du pays. Née dans les années 1960, sous l'impulsion de Burhanuddin Rabbani, l'association islamique se lance alors, dans l'agitation politique condamnant, tant la dérive occidentale de la monarchie, que les tentations socialistes de l'opposition. Encadrée principalement par des Tadjiks et des Ouzbèques, l'organisation exercera un rôle crucial dans la lutte contre l'URSS. Le *Djamiat* est dominé par la figure de Ahmad Shah Massoud⁴⁸. Au début des années 1990, le mouvement s'empare des principaux leviers de pouvoir, Burhanuddin Rabbani devient chef de l'État et Ahmad Shah Massoud, son ministre de la Défense. Les principaux partis islamistes en Afghanistan sont directement liés à des organisations d'une envergure internationale, dont elles ont au demeurant, adopté le nom. Ces organisations existantes avant le coup d'État de 1978, ont pu canaliser la haine envers l'ennemi russe.

- *Djoubesh* (Mouvement national islamique). Cette organisation ne prend pas racine dans la résistance à l'envahisseur mais au contraire, est apparue pendant la période d'occupation soviétique comme un moyen de ralliement des ethnies du nord au régime. En effet, dans la seconde moitié des années 1980, le Président Najibullah constitua des milices gouvernementales dirigées par Abdoul Dostom, lui même ouzbèque. La *Djoubesh* recrute ses membres principalement au sein des minorités turcophones au nord du pays (Ouzbèques, Turkmènes). Les Ouzbèques comme les Turkmènes, peuples turcophones, sont favorables à la création d'un système s'inspirant du modèle turc, de Mustapha Kemal. Cette idée vise notamment, à éviter le retour d'une domination pachtoune sur le pays. Précisément une dynamique ouzbèque se

⁴⁸ A propos du rôle du Commandant Massoud durant ces dernières années et de sa personnalité, le lecteur pourra se reporter au portrait sobre et vivant réalisé par Christophe de Ponfily In *Massoud l'Afghan*, Édition du Félin, 1998. Voir aussi article paru dans *Courrier International* N°461.

dessine actuellement dans la région,. En effet, l'Ouzbékistan, pays le plus peuplé d'Asie centrale avec près de vingt cinq millions d'habitants entend devenir un acteur régional de premier plan et succéder dans la région à la Russie. Aux côtés de ces deux organisations principales, se trouvent des mouvements plus marginaux comme le *Hezb-é Wahdat*.

- *Hezb-é Wahdat* : La partition politique de l'Afghanistan correspond partiellement au découpage ethnique du pays. Les Hazaras, chiites se sont regroupés pendant l'été 1990 au sein du *Hezb-é Wahdat* avec le soutien de l'Iran. Toutefois, longtemps la communauté chiite fut divisée entre partisans et adversaires de la politique radicale de Khomeiny.

- Les formations pachtounes

Avant la guerre, la société afghane est régie non par un code civil ou par la Charia mais par le Pachtunwali, le code tribal pachtoun d'orientation essentiellement laïque, sorte de droit coutumier. Les organisations religieuses s'avéraient donc plutôt effacées. Avec la guerre, un tiers de la population pachtoune va se retrouver dans les camps de réfugiés au Pakistan. De surcroît, les mouvements tel le *Hezb-i Islami*, vont encourager cette émigration en considérant que par la présence soviétique, l'Afghanistan n'était plus une terre sainte. Ainsi la résistance des moudjahidins va s'organiser en dehors du groupe pachtoun, en dépassant les clivages ethniques traditionnels. Les chefs de guerre sont reconnus moins pour leur allégeance tribale ou traditionnelle que pour leur charisme ou leurs compétences militaires. Les organisations politiques pachtounes se résument au *Hezb-i Islami*, puis aux Talibans.

- *Hezb-i Islami* : Organisation radicale fondée par Gulbuddin Hekmatyar, le *Hezb-i Islami* se veut profondément anticommuniste et désormais anti-occidentale soutenant sans hésitation, Saddam Hussein lors de la guerre du Golfe. Toutefois le *Hezb-i Islami*, conserve une assise pachtoune et plus particulièrement Ghilzaï. L'importance du *Hezb-i Islami* tient essentiellement au soutien logistique et matériel apporté et accordé par le Pakistan (grâce à l'aide américaine). Les excès de Hekmatyar vont amener progressivement Islamabad à cesser son soutien en 1992, au profit d'un nouveau mouvement, les Talibans.

2.1.2) L'émergence du mouvement Taliban.

a) L'incarnation de l'activisme islamiste

En début d'année 1999, les Talibans contrôlent désormais, la quasi-totalité du territoire afghan. Ce mouvement est parvenu durant l'année écoulée, à s'emparer des principales villes du pays, après avoir défait plusieurs mouvements d'oppositions. Toutefois, cette victoire politique n'a pas été entérinée par une reconnaissance internationale de ce régime islamique.

De surcroît, en dépit de leur hégémonie, les Talibans doivent toujours contrer les offensives épisodiques des organisations rivales, notamment celle dirigée par Ahmad Shah Massoud à partir de la vallée du Panshir. La guerre civile larvée se perpétue. Les Talibans déroutent par leur prêche ultrarigoriste, et suscitent la consternation par leur souhait de ramener l'Afghanistan en arrière.

Le terme Taliban vient du mot *Taleb* signifiant en arabe chercheur au sens spirituel, et par extension étudiant en théologie. Ce mouvement présente une caractéristique politique profondément originale. Il est issu des réseaux de *madrassas* (écoles coraniques privées) réparties de part et d'autre de la frontière afghano-pakistanaise, principalement dans la région de Peshawar (province frontière du nord-ouest NWFP) et de Quetta (Baloutchistan). Il se rattache à la mouvance traditionaliste de l'Islam afghan, influencé par le soufisme, qui fut durement concurrencé à partir de la fin des années 60 par les formations islamistes « modernistes » comme le *Hezb-i Islami* ou le *Djamiat*. Implantées le plus souvent en zones rurales, ces *madrassas* ont constitué des foyers d'opposition au régime communiste. Nombre de leurs

oulémas ou de leurs Talibans ont pris part au *jihād* contre les soviétiques, ralliant à titre individuel en grand nombre le *Harakat-e Enqelab* de *Mohamedi*. Après le retrait soviétique la plupart d'entre eux sont retournés à leurs activités de prières et d'études coraniques. C'est à partir de 1994 que le mouvement est apparu sous sa configuration actuelle sous l'impulsion du *Mollah Mohammad Omar*. La nébuleuse des Talibans se présente comme un mouvement à l'origine essentiellement Durrani (Pachtoun), même s'il a su élargir sa base de recrutement en accueillant des Ghilzay, des Pathans pakistanais, des Tadjiks, des Ouzbeks, des Baloutches et plus récemment des Hazaras, ce qui lui donne une coloration trans-ethnique.

C'est un mouvement sunnite se réclamant de l'école *déobandi*⁴⁹ qui est incarnée au Pakistan par le parti *Jamaat Ulema-i Islami* (JUI), dirigé par le *Maulana Fasulr Rahman*. Loin d'être homogène, le mouvement agrège différents courants dont la sensibilité et les aspirations divergent sensiblement. Tout en partageant la vision commune d'un Islam rigoriste et archaïque, ces courants se positionnent autour d'un clivage fondamental opposant les « pro-Pakistanaï », violemment anti-Iraniens et anti-Chiïtes, aux « nationalistes afghans », opposés à la prédominance pakistanaïse et qui n'acceptent l'aide d'Islamabad que par pragmatisme. C'est à ce courant que se rattache le *mollah Mohammad Omar*, le fondateur et l'actuel leader du mouvement.

Entrés dans la ville de Kandahar, le 5 novembre 1994, les Talibans vont restaurer la sécurité, condamner sévèrement les voleurs et les exactions. Le ralliement aux Talibans permet de mettre fin à l'autorité arbitraire des commandants villageois et locaux, qui, en raison d'incessantes luttes, ont plongé le pays dans l'anarchie. Les Talibans paradoxalement, apportent avec eux, des cadres plus équitables, puisque non liés au clientélisme. Toutefois, leur action de pacification ne doit pas masquer le fanatisme de leur comportement.

- *Aspect théologique* : Les Talibans prônent un Islam très strict et puritain proche de la doctrine Wahhabite en vigueur en Arabie Saoudite. Partisans d'une application sans concession de la Charia⁵⁰, les Talibans ne partagent pas pour autant, du moins pour une majorité d'entre eux, la virulence envers l'Occident qui caractérise, à Téhéran comme à Khartoum, l'Islam radical. Surtout, leur véhémence verbale ne se traduit pas par des actes terroristes.

Pour les Talibans, la société doit s'organiser selon les préceptes de la loi islamique. La prière est donc une obligation pour tous, cinq fois par jour à la mosquée, ainsi que le port de la barbe pour les hommes. Quiconque n'obéit pas à ces commandements est considéré comme apostat et se voit menacé de subir de cruels châtiments. Conformément à la doctrine les jeux de hasard sont désormais interdits, tout comme les télévisions et les magnétoscopes vecteurs d'images impies. Également sont interdites la mise en cage des oiseaux et les photographies afin de mettre un terme à l'idolâtrie. L'ambition, à terme, des Talibans vise à créer un Émirat islamique en Afghanistan, en bannissant toute influence étrangère jugée pernicieuse. Ainsi les organisations humanitaires seront expulsées du pays en septembre 1998. Le 20 juillet 1998, les Talibans avaient déjà expulsé les organisations humanitaires présentes à Kaboul qui nourrissaient pourtant le tiers de la population de la capitale.

- *Aspect social* : L'application de la loi islamique se traduit par une véritable négation des droits fondamentaux des individus. Les femmes se voient privées d'instruction ne pouvant plus apprendre à lire et à écrire. En juin 1998, les cent cinquante écoles pour filles ont été fermées sur ordre du Ministère de la répression du Vice et de la promotion de la Vertu. Dans le bus, une rangée de sièges ceinturée par une chaîne est réservée aux femmes. Sortir de chez elles sans motif est vivement déconseillé aux épouses et le port du *tchadfi* ou *burqah* (voile qui les couvre

⁴⁹ Deoband est le nom d'une célèbre faculté de théologie musulmanesituée en Inde, près de Delhi, et dont dépend un important réseau de madrassas au Pakistan et en Afghanistan, d'où sortent la plupart des oulémas afghans.

⁵⁰ Loi islamique coranique du VII^e siècle qui codifie l'ensemble des droits et des devoirs individuels et collectifs des Musulmans.

de la tête aux pieds munis d'une petite grille à la hauteur du visage) est un impératif à l'extérieur de la maison.

- *Aspect politique* : Le mouvement taliban est essentiellement composé de Pachtouns, plus particulièrement issus du clan Durrani. Ces Talibans sont donc les instruments de reconquête des Pachtouns et de leur alliés traditionnels contre les autres minorités, notamment ouzbèques et tadjiks dont les hommes fournirent l'essentiel des combattants contre l'Union Soviétique. Cependant, le soutien aux Talibans s'explique dans le contexte de la vie politique pakistanaise. Ainsi Benazir Bhutto, alors qu'elle était au poste de premier ministre, a aidé le mouvement taliban afin d'évincer Hekmatyar et de ce fait affaiblir l'influence de son adversaire politique, Nawaz Charif.

b) Les causes du phénomène taliban

La conquête fulgurante de l'Afghanistan par les Talibans n'est pas fortuite, mais s'explique par une conjonction de deux facteurs majeurs.

- Le facteur politique intérieur

Apparus sur la scène politique en 1994, les Talibans reçoivent alors un accueil assez favorable de la part de la population afghane. Leurs effectifs passeront de 2000 soldats à l'automne 1994 à plus de 25.000, dès le début de l'année suivante. La première conquête territoriale des Talibans sera la ville de Kandahar, l'ancienne capitale royale à l'automne 1994. Le 16 février de l'année suivante, les Talibans se trouvent aux portes de Kaboul, confronté au désordre, et livré aux milices des différentes factions de moudjahidins. Enfin le 26 septembre 1996, la capitale Kaboul tombe entre les mains des Talibans. Le nord du pays sera conquis progressivement, le dernier bastion de l'opposition, Mazar-i-Charif se rend le 15 août 1998. L'organisation des Talibans a reçu le soutien et les encouragements du Pakistan, et plus particulièrement du ministre de l'intérieur de Benazir Bhutto, Nasrullah Babour. Car ce mouvement apparu *ex nihilo* défend initialement, les intérêts de ses deux parrains, les États-Unis et le Pakistan, ce dernier l'ayant structuré, formé et entraîné par le biais de ses services spéciaux : l'ISI⁵¹.

- Le facteur international

L'une des raisons expliquant l'émergence de cette organisation se trouve aux États-Unis. Quand le 26 février 1993, une bombe explose au sein du *World Trade Center*, les États-Unis comprennent désormais qu'ils ne sont plus invulnérables au terrorisme international. L'enquête permet en effet d'établir l'implication de mouvements fondamentalistes installés en Afghanistan. Le Département d'État prend conscience à ce moment des conséquences de la politique de soutien entreprise depuis vingt années, et va devoir tenter de les réparer.

En effet, en 1979 l'aide américaine s'est essentiellement portée vers un homme, Gulbuddin Hekmatyar. Ce dernier a alors pour atout essentiel d'être proche d'Hamid Gul, le directeur de l'ISI. Zia Ul-Haq alors Président du Pakistan, pris en étau entre l'Inde et un pays occupé par l'URSS, insiste auprès de Washington pour aider Hekmatyar. De surcroît, ce dernier, musulman fondamentaliste apparaît comme plus déterminé que Massoud, à lutter contre l'ennemi athée. Mais contrairement à Ahmad Shah Massoud, le cheval de Troie des Américains n'est pas un véritable stratège. Hekmatyar, résidant la plupart du temps, au Pakistan, a pour principal souci et priorité de collecter armes et devises⁵² auprès des États-Unis. Toutefois, rapidement après 1989 date de l'arrêt de l'aide américaine, G.Hekmatyar transforme ses bases

⁵¹ Ces initiales désignent l'*Inter Service Intelligence*, (ISI) les services de renseignements pakistanais créés en 1973, après la guerre indo-pakistanaise.

⁵² Jacques Baud estime à un milliard de dollars l'aide apportée par l'ISI à la résistance afghane, soit l'équivalent de 7% du PNB afghan. In *Encyclopédie du renseignement*, Lavauzelle, 1997, p. 374.

en camps d'entraînements pour militants islamistes et plus de 40.000 personnes y auraient depuis lors séjourné, dont de nombreux militants islamistes algériens qui ont combattu contre l'occupant soviétique et qui formeront les cadres des mouvements islamistes armés en Algérie. L'attentat de l'hiver 1993, va pousser les autorités américaines à traiter attentivement le dossier afghan. Les auteurs de l'attentat seront identifiés, Mohammed Salameh, Ahmoud Ajaj et le commanditaire l'égyptien Omar Abdel Rahmane⁵³. L'enquête permettra d'établir que ces hommes avaient suivi un entraînement dans les camps afghans. Américains et Pakistanais vont donc se concerter pour faire émerger et triompher cette nouvelle organisation des Talibans. L'objectif assigné est d'éradiquer les mouvements fondamentalistes anti-occidentaux et de rétablir l'ordre dans le pays.

La lutte contre le terrorisme fondamentaliste constitue désormais l'un des axes principaux de la diplomatie américaine. Ainsi, après les attentats de Nairobi et de Dar es Salaam, le 7 août 1998 où l'on dénombre 257 victimes dont douze américains, les États-Unis n'hésitent pas à bombarder, en représailles, des camps d'entraînement situés près de la ville de Khost, en Afghanistan et financés par le milliardaire Ben Laden. En vain. Le militant islamiste d'origine saoudienne Oussama Ben Laden⁵⁴ continue de narguer les États-Unis, appelant les musulmans à assassiner des citoyens américains et britanniques pour les punir de l'intervention des forces militaires anglo-américaines en Irak lors de l'opération *Renard du désert* en décembre de cette même année.

Pour Islamabad, la domination pachtoune au sein des Talibans lui assure un contrôle sur le mouvement mais lui permet aussi de revenir exercer un rôle sur la scène afghane après la trahison de son protégé Hekkmattyar. Ce mouvement est considéré comme l'outil de revanche de l'ethnie pachtoune dont l'influence s'est étioilée pendant la guerre contre les Soviétiques menée essentiellement dans le nord par les Tadjiks. Ainsi les Talibans se verront dotés d'une aviation d'une vingtaine de chasseurs et obtiendront le concours de l'armée pakistanaise. Environ 20% des Talibans sont en fait des Pakistanais⁵⁵ (Pathans d'origine).

L'Arabie Saoudite a également contribué à la réussite des Talibans. La proximité religieuse expliquerait cette assistance. En réalité, Riyad aurait pour objectif d'entretenir un état de confusion et de guerre civile dans cette région d'Asie Centrale. Les Saoudiens redouteraient l'arrivée sur le marché pétrolier de ces nouveaux producteurs qui entraînerait une dépréciation sévère des cours du pétrole. L'intérêt pour l'Arabie Saoudite serait donc d'alimenter les foyers de subversion au Caucase comme en Asie Centrale, afin de rendre dangereux et hasardeux les projets d'extractions pétrolières.

c) *Les conséquences :*

En trois années, les Talibans se sont tristement illustrés par leur exactions. Les exécutions et les mutilations physiques sont devenues fréquentes. Déjà condamnés pour violation constante des droits élémentaires de l'homme⁵⁶, les Talibans sont désormais accusés par les Nations Unies d'utiliser des gaz chimiques lors des combats. Le mouvement taliban s'inscrit dans le renouveau de l'Islam comme idéologie politique, depuis trois décennies. En premier lieu, une confusion prévaut entre les termes traditionalisme, fondamentalisme, intégrisme et islamisme :

⁵³ Celui-ci sera condamné à la prison à vie le 17 janvier 1996.

⁵⁴ Au début des années 1980, Oussama Ben Laden et son organisation, *Maktab al-Khidamat* (organisation logistique de la résistance) avaient reçu l'appui de Washington dans sa lutte contre l'armée soviétique. Aujourd'hui, l'homme est accusé d'être l'instigateur du massacre de Louxor en Égypte, de l'attentat à Addis-Abeba contre le Président Moubarak en juin 1995 ainsi que de ceux de la base américaine de Khobar Tower près de Dahrhan en Arabie Saoudite (25 juin 1996), des ambassades américaines à Nairobi et en Tanzanie (7 août 1998). Cf. articles Jane's Intelligence Review October 1998.

⁵⁵ D'après *Massoud* cité par C.de Ponfilly, Op. Cit, p. 182.

⁵⁶ Le 6 avril 1998, le conseil de Sécurité de l'ONU condamnait les discriminations persistantes contre les femmes et les violations systématiques des droits de l'Homme. Cf texte résolution N° 1222

Le traditionalisme désigne la volonté de figer la société au souvenir qu'on en a. Le traditionalisme ne fonde pas de projet politique, il vit dans une certaine nostalgie idéalisée et s'accommode du développement économique. L'enjeu porte davantage sur l'organisation de la société, sur les mœurs, sur le port du voile... Le traditionalisme séduit essentiellement la bourgeoisie et les petits commerçants. Ceux-ci considèrent que l'Islam traditionnel assure la stabilité politique et morale du pays. Le fondamentalisme consiste à renouer avec les sources de l'Islam pur et originel, il se situe aux marges de l'intégrisme mais s'en distingue nettement. Le fondamentalisme musulman a pour ambition de promouvoir la Charia, comme unique source du droit, mais ne constitue pas *stricto sensu* une idéologie politique. Il se caractérise par le refus de la technologie occidentale, l'application stricte des lois, des préceptes et des principes de l'Islam (lapidation en cas d'adultère⁵⁷, amputation en cas de vol...). En réalité, l'organisation de la société doit être régie selon la morale du Coran. En effet, la décadence des pays musulmans est imputée à l'adoption des mœurs occidentales, vecteurs de débauche, de luxure et d'athéisme. Des lois sévères mais justes doivent permettre d'endiguer la violence. Les jeux de hasard et plus généralement toute forme de pari ou de gain pouvant résulter d'éléments aléatoires sont interdits. Ainsi l'assurance en vient à être considérée comme une pratique illicite. De même, le recours à l'usure, assimilée à l'exploitation de la pauvreté est explicitement prohibée par le Coran (Sourate II, verset 276). Ces lois du Coran sont censées protéger le pays contre la dérive pernicieuse de nos sociétés : la drogue pour refuge, le matérialisme comme religion et la délinquance endémique.

L'intégrisme désigne en fait l'idéologie fondamentaliste mais au sein des autres religions, notamment au sein d'une frange de l'Église catholique et chez les juifs Loubavitch. Enfin, l'islamisme désigne l'utilisation à des fins politiques et militaires de la religion musulmane. L'Islam est ici travesti en idéologie susceptible de concurrencer les principales idéologies de ce siècle. L'interprétation particulière de certains versets du Coran n'a pour seule ambition que de conforter des visées politiques. Ainsi la révolution khomeiniste menée depuis 1979 au nom de l'Islam permet surtout à l'Iran d'asseoir son rôle de puissance régionale par une autre méthode que celle employée par le Shah. La frontière entre ces différents mouvements est parfois ténue. Tentons simplement de résumer ces principales démarches. Au Maroc ou en Turquie, la démarche des musulmans les plus radicaux se rapproche du traditionalisme. Le progrès occidental n'est pas rejeté et les institutions principales s'avèrent dans l'ensemble respectées (le Souverain, le Parlement, les institutions judiciaires...). A contrario, pour les groupes armés algériens, leur tenue vestimentaire, leur rejet systématique des symboles de la civilisation (refus d'avalier des médicaments, rejet de la technologie...) les classent dans la catégorie des fondamentalistes.

Les Talibans peuvent être qualifiés d'islamistes, mais certains de leurs comportements peuvent les ranger dans la catégorie des fondamentalistes. Les Talibans ne peuvent être assimilés uniquement à une milice manipulée par le Pakistan. Les Talibans ont un projet de société précis, transformer l'Afghanistan en un Émirat islamique. Cette idée en soi n'est pas originale, déjà l'Iran ou le Soudan, avaient été le terreau d'un Islam radical. Dans le cas afghan, la lassitude de la population, l'absence d'influence occidentale, hormis à Kaboul, facilitent la tâche des Talibans. De surcroît, les malheurs de l'Afghanistan, la présence anglaise puis le communisme viennent précisément de cet étranger honni, confortant ainsi le discours des Talibans. Cependant l'originalité des Talibans doit être relativisée, ceux-ci n'ont en fait que traduit juridiquement des pratiques coutumières ancestrales. Dans les zones rurales, la femme a toujours vécu recluse, ne bénéficiant pas de l'accès à l'éducation. La loi des Talibans concerne les populations urbaines récemment émancipées. Kaboul est perçu par les Talibans comme une capitale dévoyée, ville cosmopolite ouverte aux influences néfastes, contaminée par les idéologies occidentales.

⁵⁷ La Sourate XXIV, verset 11 prévoit d'infliger à l'homme ou la femme adultère cent coups de fouet. Mais la tradition accentue la sévérité de la peine en décrétant la lapidation.

2.2) LES ENJEUX ÉCONOMIQUES

L'actuel conflit en Afghanistan ne peut se résumer à des affrontements entre populations rivales exacerbés par les puissances riveraines. Un autre élément fondamental, le contrôle de l'acheminement des hydrocarbures⁵⁸, aiguise en effet les antagonismes.

2.2.1) Le contrôle de l'accès aux ressources pétrolières en Asie centrale

L'effondrement de l'empire soviétique, puis les découvertes d'importants gisements pétroliers et gaziers en Asie centrale (principalement en Azerbaïdjan, au Turkménistan et au Kazakhstan) ont conféré à l'Afghanistan l'importance d'un point de passage stratégique car il permet le contournement des territoires russes ou iraniens. (Cf. cartes jointes en annexe 6)

Toutefois, si l'importance précise de ces gisements reste encore difficile à évaluer, cette région d'Asie centrale apparaît, en effet, comme un « eldorado » potentiel, devant représenter en l'an 2000 pour les prospections déjà réalisées, 1,65% des réserves mondiales de pétrole (l'équivalent de 20% des réserves du Koweït) et près de 5% des réserves mondiales de gaz (soit l'équivalent de deux fois les réserves contenues dans la mer du Nord). À l'heure actuelle, les multinationales pétrolières convoitent ce nouvel ensemble qui, contrairement à l'euphorie initiale, ne peut être considéré comme un deuxième Moyen-Orient. Les permis d'exploitation se disputent déjà ; quinze projets d'explorations sont en cours. Cependant l'instabilité politique, le flou des dispositions juridiques dans ces pays d'Asie centrale comme les velléités hégémoniques de la Russie contraignent à la prudence les compagnies pétrolières.

Deux enjeux sont à relever, l'exploitation *stricto sensu* des gisements d'hydrocarbure et puis ensuite le contrôle des oléoducs et des gazoducs permettant leur exportation vers l'étranger. En effet, les principales nappes pétrolifères et gazières sont localisées dans les anciennes républiques soviétiques enclavées dans l'Asie centrale. Par conséquent, l'acheminement du pétrole peut s'effectuer selon trois tracés différents : par la mer Caspienne, par l'Iran enfin en traversant l'Afghanistan pour rejoindre les ports du Pakistan ou pour aller approvisionner la Chine.

- *Le parcours via la mer Caspienne* : La mer Caspienne suscite un regain d'intérêt comme l'illustre la signature en 1994 d'un fabuleux contrat d'exploitation. À cette date en effet, un consortium fut créé, baptisé *Azerbaï djan International Operating Company* (AIOC), comprenant les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Azerbaïdjan, la Russie, la Norvège et la Turquie, en vue d'exploiter les gisements pétrolifères sous-marins sur la côte azerbaïdjanaise. Ce projet faramineux de huit milliards de dollars⁵⁹, auquel participent des géants du pétrole, comme British Petroleum (BP) ou la compagnie américaine Amoco, a réveillé les convoitises. La question de l'acheminement de ce pétrole extrait s'est en effet rapidement posée. Certes, un oléoduc existe déjà, reliant Makhatchkala sur le littoral de la mer Caspienne à Novorossisk aux bords de la mer noire via Tikhoretsk. Toutefois, ces infrastructures ont été conçues à l'époque soviétique et sont destinées principalement à approvisionner l'intérieur de la Russie, les villes et les centres industriels. La construction de nouveaux oléoducs est désormais indispensable.

Le premier tracé envisagé consiste à acheminer le pétrole d'Azerbaïdjan vers la Turquie via le port de Soupsa en Géorgie. Toutefois, la Russie a montré son hostilité à cette idée et entend conserver le contrôle des oléoducs et gazoducs qui acheminent les hydrocarbures des républiques d'Asie centrale vers les clients occidentaux. Moscou a donc fortement insisté auprès

⁵⁸ Concernant l'émergence politique et économique de cette Asie centrale, se reporter études suivantes : *La situation en Asie Centrale et dans le Caucase* rapport 1586 de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale sous la direction de M. Baumel ; et *L'Asie Centrale* Édition du CFCE, 1998.

⁵⁹ Le coût de ce projet équivalait à trois fois le PNB du pays.

des autorités azerbaïdjanaises⁶⁰ afin de faire transiter pétrole et gaz par le territoire russe. Certes, l'attitude de la Russie est dictée par des considérations financières (percevoir les redevances de passage) mais également politiques afin d'éviter que les autres États de la région et plus particulièrement le Kazakhstan et le Turkménistan ne dédaignent dorénavant la Russie.

Ce tracé passant par la Turquie se heurte cependant à deux obstacles importants. En premier lieu, le relief de cette région, constitué de hautes montagnes (le mont Ararat culmine à 5165 m) ne se prête pas à l'installation d'oléoducs. En outre, le tracé de l'oléoduc emprunte un itinéraire situé dans des zones sensibles, traversant le Caucase et notamment la Tchétchénie. Enfin, l'oléoduc passe par l'Est de la Turquie, qui reste le théâtre d'une guerre civile larvée entre les Turcs et les Kurdes, trop heureux de trouver dans ces oléoducs, un moyen de chantage potentiel à l'encontre d'Ankara.

- *Le parcours iranien* : La deuxième voie d'exportation envisageable consisterait à construire un oléoduc sur le territoire iranien afin d'évacuer les productions des gisements du Kazakhstan (notamment ceux de Tengouiz) et du Turkménistan. Le pétrole brut pourrait ensuite être exporté vers le Golfe persique par le port iranien de Bandar Abbas ou être acheminé en direction des ports de la Méditerranée. Jusqu'à présent, ce débouché se heurtait à des difficultés politiques liées à la situation iranienne et à l'embargo commercial décrété par les États-Unis, voici vingt ans, à l'encontre de l'Iran⁶¹. Toutefois le 27 juillet 1997, les États-Unis donnèrent leur accord pour la construction d'un gazoduc de 2.000 km reliant Daouletabad (Turkménistan) à la Turquie en traversant l'Iran sur une distance de 1.260 km. Ces projets ont donc conforté l'idée d'un oléoduc pour évacuer le pétrole du Kazakhstan et du Turkménistan.

La construction de ces infrastructures répond certes en premier lieu à des objectifs géographiques (concourir au désenclavement de l'Asie centrale) mais revêt également un aspect politique. Ainsi le Kazakhstan comme le Turkménistan, dont le sous-sol recèle les troisièmes réserves mondiales de gaz, souhaitent pouvoir quitter la tutelle russe qui dispose d'un droit de regard sur les quantités d'hydrocarbures produites. Les Russes n'hésitent pas à restreindre depuis plusieurs années les exportations turkmènes afin de favoriser les leurs. Ainsi, seuls ces oléoducs pourront octroyer à ces pays d'Asie centrale une indépendance non plus formelle mais réelle.

Toutefois, concurremment, les États-Unis encouragent les autres projets, turcs et afghans. En effet, d'une manière plus générale, les États-Unis ne souhaitent pas accorder au Golfe Persique déjà zone de production majeure une place trop éminente, comme voie de circulation des hydrocarbures. En effet, à terme en suivant ces schémas, les pays riverains du Golfe arabo-persique (Arabie Saoudite, Koweït, Irak, Iran, Émirats arabes unis...) produiraient 25% du pétrole mondial et contrôlèrent 40% de la production mondiale (la leur naturellement et celle s'écoulant par les ports iraniens venant d'Asie centrale). En conséquence une autre option, la route afghane, est apparue comme nécessaire.

- *Le parcours via l'Afghanistan*

Le troisième tracé envisagé consiste à installer des oléoducs et gazoducs traversant le territoire afghan. Cette idée répond à deux ambitions :

- *L'ambition pétrolière* : L'objectif principal de cette option vise à approvisionner le marché asiatique, notamment la Chine. Cet immense marché, caractérisé par une forte croissance et qui demeurera importateur de pétrole brut bien au-delà de l'an 2000, pourrait ainsi être alimenté. En

⁶⁰ Au demeurant, Moscou n'a pas hésité à fomenter en juin 1992, un coup d'État en Azerbaïdjan contre Aboufraz Eltchibey, afin de le ramener au pouvoir, un homme plus docile, Gueidar Aliev, toujours place actuellement.

⁶¹ L'Iran est actuellement considéré comme l'un des principaux parrains du terrorisme international soutenant notamment le mouvement Hamas en Palestine et le gouvernement du Soudan. La loi d'Amato votée en 1996 par le Sénat américain prévoit des sanctions à l'encontre des entreprises investissant plus de vingt millions de dollars en Iran.

outre, l'intérêt du Japon pour le pétrole du Kazakhstan (Mitsubishi se dit prêt à participer à un oléoduc reliant l'ouest du Kazakhstan au centre de la Chine) conforte l'hypothèse de cette voie qui, malgré sa longueur (6500 km jusqu'à la côte est de la Chine) débouche sur les marchés majeurs du XXI^{ème} siècle. De plus, cette solution est moins hétérogène dans son parcours que les deux précédents projets qui traversent des zones incertaines avant d'aboutir aux détroits turcs ou à la Méditerranée.

- *L'ambition politique* : En deuxième lieu, ce tracé évite pour les compagnies pétrolières comme pour les États producteurs de demeurer tributaires de la Russie mais également de l'Iran. Enfin, hormis la situation tumultueuse en Afghanistan, ce projet ne rencontre pas d'obstacles infranchissables contrairement aux autres options envisagées (embargo iranien, réticences de la Turquie, embrasement du Caucase...). Cependant, l'Afghanistan doit cesser d'être en guerre civile pour rendre ce projet viable.

Plusieurs compagnies projettent de construire ces oléoducs et gazoducs à travers l'Afghanistan, malgré la permanence du conflit, en misant sur une prochaine « *pax talibanica* ». L'implication des Américains en faveur des Talibans en 1996 s'explique tant par la prévision de leur probable victoire finale que par la volonté des États-Unis de contourner l'Iran, à travers un Afghanistan pacifié.

Ainsi le 25 octobre 1997, un consortium pétrolier a été fondé associant Unocal (compagnie californienne détenant 36,5% des parts), Delta Oil, le gouvernement ouzbek, Gazprom⁶² et des représentants du pouvoir afghan. Ce consortium a pour mission d'étudier et le cas échéant de construire cette nouvelle route pétrolière. Cet oléoduc permettrait d'acheminer vers le Pakistan, non seulement le pétrole kazakh et turkmène mais également celui de Sibérie par un immense tuyau long de 750 km, traversant l'Afghanistan.

Le projet Unocal est estimé à 2 milliards de dollars soit 13% du PNB de l'Afghanistan⁶³, mais sa réalisation dépasserait probablement ce devis optimiste. Toutefois, cet engouement pour l'Afghanistan s'est depuis une année estompé, et le projet Unocal a été suspendu le 22 octobre 1998⁶⁴. En effet les Talibans se sont émancipés de leur généreux donateurs, et les événements de l'année 1998 ont tempéré les ambitions américaines. L'hospitalité offerte à O. Ben Laden, les multiples condamnations contre le régime ont justifié cet ajournement.

L'Afghanistan constituerait donc un point de passage contrôlant les oléoducs acheminant le pétrole d'Ouzbékistan et du Turkménistan en direction du Pakistan et des ports du Golfe d'Oman. L'intérêt d'une mainmise sur l'Afghanistan est donc double :

- *Sur le plan financier*, l'installation des oléoducs et des gazoducs s'effectuera en compensation d'une indemnité financière substantielle. Aussi le gouvernement en place en Afghanistan, ou plus exactement la milice au pouvoir s'adjugera cette manne financière. De surcroît, le transit de ces hydrocarbures se traduit par la construction de centre de raffinage et de stockage, dynamisant ainsi le marché local de l'emploi.

- *Sur le plan politique*, le passage de ces oléoducs présente un aspect stratégique. En effet, le gouvernement afghan où la faction au pouvoir et plus globalement la puissance étrangère parrain de cette faction, disposera d'un levier d'influence important. Les compagnies pétrolières occidentales et leurs clients devront prendre en compte les desiderata de ces acteurs régionaux. Le Pakistan et l'Iran voient ainsi dans ces oléoducs et gazoducs un moyen de pression, et le cas échéant de chantage à l'encontre des Occidentaux mais également des pays d'Asie centrale. Par

⁶² Gazprom, entreprise russe est le premier producteur mondial de gaz, et détient 10% des parts du projet d'Unocal.

⁶³ Pour saisir l'importance financière du projet Unocal ces chiffres doivent être rapportés à l'échelle de la France, soit l'équivalent d'un projet industriel de 615 milliards de francs, une soixantaine de bibliothèque nationale de France...

⁶⁴ La société Unocal a, semble t'il, abandonné ce projet depuis février 1999 en raison de l'enlisement de la situation afghane.

conséquent, les consortiums pétroliers et gaziers s'intéressent également de très près aux intentions de chaque mouvement militaire et de son obédience. Mais parallèlement la déstabilisation de l'Afghanistan, par l'Iran et la lutte d'influence avec le Pakistan accrédiète les projets de tracés passant précisément par les pays voisins jugés plus stables...

Ces manœuvres pétrolières ont cependant été momentanément contrariées par la dépréciation des cours du pétrole. L'année 1998 a vu en effet, le prix du baril de l'or noir chuter de 40%, parvenant à 10\$ soit l'un des cours les plus bas jamais affichés depuis le début des années 1970. Par conséquent, la rentabilité de ces projets pétroliers était momentanément remise en question. Ainsi la compagnie américaine Unocal a annoncé à l'automne 1998, son intention de renoncer temporairement au projet d'oléoduc à travers l'Afghanistan. Le consortium de six compagnies internationales a déjà dépensé un budget important depuis deux ans. Cependant, l'augmentation récente des cours aurait pu relancer ces projets et ainsi l'intérêt pour un Afghanistan stabilisé. Or les récents développements ont conduit en février 1999, la société Unocal à renoncer de façon définitive à ses projets d'oléoduc.

En réalité l'hypocrisie domine ces manœuvres pétrolières. En effet, ni la Russie, ni l'Arabie Saoudite n'ont intérêt au désenclavement trop rapide de cette Asie centrale, qui se traduirait, avec l'arrivée de ces nouveaux producteurs, par un nouvel effondrement des cours du pétrole. La Russie a pour ressource principale les hydrocarbures (80% de ses recettes en devise) et donc accentuerait ses propres difficultés économiques, malgré les tentations de s'associer avec les consortiums pétroliers étrangers avec lesquels elle entretient déjà des liens pour l'exploitation de certains champs d'extraction.

De surcroît sur le plan politique, Moscou perdrait son dernier outil d'influence à l'égard de ces républiques d'Asie centrale. Pour sa part, les préoccupations de l'Arabie Saoudite sont similaires, le désenclavement de cette région modifierait considérablement l'équilibre des prix pétroliers d'autant que ni le Turkménistan ni le Kazakhstan ne sont membres de l'OPEP et donc liés à des quotas de production. Pour l'Arabie Saoudite, seul le maintien à un cours convenable du pétrole peut assurer la pérennité de la dynastie des Saoud dont l'autorité est déjà fortement contestée. Son pouvoir se joue donc partiellement aux confins de l'Hindou Kouch.

2.3) LE JEU DES PUISSANCES RÉGIONALES

La permanence des déchirements en Afghanistan s'explique également par le rôle essentiel exercé par le Pakistan et dans une moindre mesure par les États-Unis.

2.3.1) L'implication des acteurs régionaux, facteur de déstabilisation.

Les organisations politiques afghanes constituent la courroie de transmission d'acteurs extérieurs tels l'Iran, l'Arabie Saoudite ou encore la Russie mais surtout le Pakistan.

L'Iran poursuit en Afghanistan deux objectifs principaux :

Sur le plan religieux, l'Iran se considère comme le protecteur de la minorité chiite, 10% de la population du pays et a donc logiquement entretenu des liens étroits avec la principale formation politique d'obédience chiite, le *Hezb-e Wahdat*.

Parallèlement, l'Iran poursuit également certains objectifs territoriaux dans la région d'Hérat, appartenant autrefois à l'empire Perse. En effet, jusqu'au XVIII^{ème} siècle la région occidentale de l'actuelle Afghanistan était rattachée à la Perse, et la ville d'Hérat (qui compte actuellement 20% de chiites) fut occupée par les armées du Shah jusqu'en 1856. Cependant, depuis l'arrivée au pouvoir des Talibans, certains faits dramatiques comme l'assassinat de neuf diplomates iraniens au consulat de Mazar-i-Charif et d'un journaliste, le 8 août 1998, ont envenimé les relations politiques entre les deux pays. De même, la population Hazara chiite, fut victime d'un blocus strict imposé par les Talibans à l'hiver 1997 et la ville de Bamiyan, fief chiite, la cible de

bombardement en août 1998. Surtout, les atrocités commises à l'encontre des Hazaras à Mazar-i-Charif ont incité Téhéran à menacer d'exercer un droit de poursuite en territoire afghan. En effet, au mois de septembre 1998, près de dix mille Hazaras furent sommairement exécutés par les Talibans après la conquête de la ville. De même, le tombeau du calife Ali fut profané. Enfin, les Iraniens n'ont pas accepté la marginalisation du mouvement politique, le *Hezb-e Wahdat* soutenu par leurs soins. Ainsi à la fin de l'été 1998, près de 200 000 soldats iraniens furent déployés près de la frontière, prêts à la franchir. À cette démonstration de force répondra une importante concentration de troupe côté afghan, près de 50.000 soldats seront massés aux environs d'Hérat. Les Iraniens voient dans le mouvement des Talibans une manœuvre américaine afin de faire naître à leur frontière orientale, une zone de tension.

L'Arabie Saoudite a pour sa part soutenu et financé une faction dissidente du *Hezb-i Islami* ralliée au Wahhabisme, *l'Ittihad*. Ses combattants se sont opposés aux chiites du *Wahdat*, notamment à Kaboul. L'objectif de Riyad vise à contrer les prétentions de l'Iran dans cette zone d'Asie centrale en établissant un pôle hostile au flanc oriental de l'Iran.

La Russie enfin, considère l'Asie centrale et ses marges comme appartenant à sa sphère d'influence naturelle comparable à l'Amérique Latine pour les États-Unis. Aussi, la Russie entend éviter la victoire des Talibans, symbole de l'influence pakistanaise et américaine. Par conséquent, Moscou s'est trouvé amené à soutenir le seul homme en mesure de s'opposer aux Talibans, Massoud, l'artisan de leur défaite dix ans plus tôt... Logiquement, les Russes auraient dû apporter leur concours à Dostom, un ouzbègue, leur ancien allié. Mais sa victoire risquerait de conforter l'influence de l'Ouzbékistan dans la région et de nourrir ses velléités d'indépendance.

Pour le Pakistan, son voisin afghan doit demeurer une zone de turbulence docile, dominée cependant par l'ethnie pachtoune. Un Afghanistan politiquement fort ferait resurgir la menace d'une alliance à revers avec l'Inde, crainte d'autant plus fondée que l'ethnie prépondérante à Kaboul n'est pas pachtoune. Le Pakistan a donc soutenu depuis le début des années 1980, le mouvement composé essentiellement de Pachtoune, en l'occurrence le *Hezb-i Islami de Gulbuddin Hekmatyar*. En outre, il se donne ainsi dans sa lutte contre l'Inde, la profondeur stratégique qui lui fait défaut.

2.3.2) Le rôle du Pakistan :

Ce pays, en dépit de ses propres soubresauts institutionnels⁶⁵, poursuit en Afghanistan des objectifs similaires depuis plus de quatre décennies.

- *L'enjeu politique* : L'un des leitmotiv de la politique pakistanaise est de maintenir son voisin dans un perpétuel état institutionnel instable, propre à faciliter sa sujétion. Cette zone en gestation est placée sous domination pachtoune. La question pachtoune constitue un problème récurrent, tant en Afghanistan qu'au Pakistan. En 1883, l'émir d'Afghanistan, Abdul Rahman signa avec les Anglais un accord au terme duquel l'ethnie pachtoune se trouva partagée en deux moitiés de part et d'autre d'une ligne appelée la ligne Mortimer Durand, du nom du négociateur anglais. Cette ligne marquera la frontière entre l'Afghanistan et l'Empire britannique. En 1947, les Pachtoune afghans espèrent que l'indépendance de l'Inde permettra enfin l'unification de leur peuple, ainsi s'opposent-ils avec véhémence à la création du Pakistan et à son admission aux Nations Unies. Les Afghans aident et soutiennent les Pachtoune pakistanais nommés Pathans, envenimant alors les relations entre les deux pays. Le trafic commercial afghan vers Karachi subit alors de multiples avanies. Cependant, bien que minoritaires au Pakistan (douze millions de personnes soit environ 13% de la population pakistanaise), la majorité des

⁶⁵ La vie politique pakistanaise est rythmée par la violence, le 17 août 1988, le Président Zia Ul-Haq au pouvoir depuis neuf ans est assassiné dans un attentat. Son prédécesseur, Ali Bhutto avait été exécuté en mars 1979. Le gouvernement de M. Nawaz Sharif vient d'être renversé, le 13 octobre 1999, par un coup d'État militaire, dirigé par le chef d'état-major de l'armée pakistanaise le général Pervez Musharraf. C'est le quatrième coup d'État militaire au Pakistan les précédents ayant eu lieu en 1958, 1969, 1977.

Pachtouns pakistanais, Pathans donc, n'entendent nullement faire sécession⁶⁶. Vivant dans un pays relativement riche⁶⁷, les Pathans occupent des postes vitaux au sein de l'appareil d'État pakistanais⁶⁸, notamment dans l'armée.

- *L'enjeu économique* : L'enjeu financier que représente le commerce de la drogue éclaire là encore, de manière significative le comportement du Pakistan. Avant le début des événements de 1979, la culture du pavot particulièrement répandue dans le pays restait artisanale. Cependant, ce commerce prendra une dimension véritablement industrielle sous la direction de l'ISI, les services secrets pakistanais. Ceux-ci s'engageront dans un commerce lucratif, livrant des armes données par les Américains, aux moudjahidins, et profitant de ces circuits commerciaux pour charger à leur retour, leurs camions d'opium, transformé ensuite en héroïne. Ces stupéfiants serviront certes à acquérir des armes pour la résistance. Mais ces milliards de dollars ont permis également d'équiper et de moderniser l'armée pakistanaise et d'alimenter les recherches du programme nucléaire. À l'heure actuelle le commerce de l'opium représenterait 5% du PNB du Pakistan⁶⁹ et l'équivalent de 25% des exportations légales. Ce secteur informel apporte des recettes vitales, d'autant que le gouvernement pakistanais ne bénéficie plus d'une aide américaine massive⁷⁰, non seulement à cause de la fin du conflit afghan, mais surtout à cause du programme nucléaire⁷¹ mené, malgré les récriminations américaines.

- *L'enjeu commercial* : L'objectif pour le Pakistan est de constituer dans la décennie à venir la voie d'accès principal des pays d'Asie centrale à l'océan Indien. Ces États du Turkestan⁷² cherchent en effet une alternative à leur dépendance géographique à l'égard de la Russie. Ainsi de nombreux projets de voies ferrées et d'infrastructures routières se sont développés, car seuls 480 km séparent Peshawar de Douchanbé, la capitale du Tadjikistan. Le Pakistan entend devenir le débouché des échanges commerciaux de l'Asie centrale. Sont concernées non seulement les exportations d'hydrocarbure, mais également les exportations de matières premières comme le coton⁷³. L'intérêt réside dans la perception des droits de douane, le contrôle des marchandises et les créations d'emplois induites par ce commerce (entrepôts, dockers, transformation des matières premières...). Le port pakistanais de Gwadar entend devenir le Rotterdam de l'Asie centrale. À ce jour, la valeur des échanges de ces républiques d'Asie centrale (importations et exportations) s'élève à 15 milliards de dollars soit l'équivalent de 20% du PNB du Pakistan.

Toutefois, en soutenant les Talibans, le Pakistan a ravivé le nationalisme pachtoun devenu désormais quasiment autonome, disposant de ses propres circuits financiers (le trafic de drogue et l'appui des multinationales pétrolières). La tentation autonomiste, voire séparatiste, pourrait gagner le Pakistan attisant les tensions communautaires déjà exacerbées. Depuis cinq années, le Pakistan connaît d'ailleurs, une situation politique confuse marquée par la renaissance d'un courant fondamentaliste particulièrement violent (attentat contre l'ambassade d'Égypte à

⁶⁶ Depuis 1971 et la sécession de la partie orientale du Pakistan, devenue le Bangladesh, le Pakistan redoute une nouvelle scission de son territoire fomentée par ses ennemis traditionnels, l'Inde et l'Afghanistan. En effet, le pays apparaît comme une entité artificielle regroupant des populations indianisées (Pendjabi, Sindhi) et des populations irano-afghane (pachtoune, baloutche...).

⁶⁷ En 1998, le PNB *per capita*, 2.200 \$ au Pakistan était près de deux fois supérieur à celui de l'Inde et trois fois plus élevé qu'en Afghanistan.

⁶⁸ Depuis 1947, trois Pathans ont accédé à la présidence de l'État, Ayyub Khan, Yahya Khan et Ghulam Ishaq Khan.

⁶⁹ Cette proportion paraît faible, mais représente plus de deux fois le poids du secteur agricole dans l'économie française.

⁷⁰ En 1995, l'aide civile et militaire apportée par le gouvernement américain s'élevait à 2,4 milliards de dollars soit l'équivalent de 5% du PNB du pays.

⁷¹ Le Pakistan a reconnu officiellement détenir l'arme nucléaire en 1998. Les premiers essais nucléaires eurent lieu le 28 mai 1998. Cet aveu modifie la dimension du conflit afghan, dans lequel est désormais impliquée une puissance nucléaire.

⁷² Le Turkestan désignait jusque dans les années 1920, l'Asie centrale divisée ensuite, selon des critères artificiels, en cinq républiques par Staline.

⁷³ L'Ouzbékistan occupe le 5^{ème} rang mondial des producteurs de coton et le Turkménistan, le 11^{ème}.

Islamabad en novembre 1995, et depuis cette même année, plus de cinq mille personnes ont été assassinées à Karachi lors d'émeutes). Ainsi la marionnette des Talibans se retourne désormais contre ses artisans, les islamistes trouvent parmi les populations pakistanaises et plus particulièrement Pathans un écho attentif, d'ailleurs la Charia est *de facto* instituée dans le nord du pays. La mainmise sur l'organisation des Talibans constitue désormais pour le gouvernement pakistanais une priorité.

- *L'enjeu géographique* : Pour le Pakistan, étendu dans sa partie la plus large sur seulement huit cents kilomètres, l'Afghanistan présente un atout géographique. Ce pays offre une profondeur stratégique face à l'Inde. En effet, la ville d'Islamabad est située à moins de cent kilomètres de la frontière indienne. Ainsi, en maintenant l'Afghanistan sous sa férule, son encombrant voisin peut envisager l'installation de bases militaires, de sites d'essais scientifiques, ou encore de stations radars et être en mesure de disposer du terrain nécessaire, grâce à ce territoire, pour mener une action défensive face une éventuelle invasion indienne. Cependant le Pakistan n'aurait guère pu mener une telle politique ambitieuse sans l'appui constant et parfois inconscient des États-Unis, pendant deux décennies.

2.3.3) Le rôle des États-Unis :

La collaboration des États-Unis, à travers la CIA, avec des organisations telles que celles des Frères musulmans ou des Talibans, illustre le caractère dangereux de la politique pratiquée par les différents gouvernements américains dans la région arabo-persique. Cette politique était initialement destinée à répondre aux objectifs de l'endiguement de l'adversaire soviétique (containment : théorie politique définie par le secrétaire au Département d'État américain Foster Dulles). Elle s'appuyait sur deux alliés traditionnels, l'Arabie Saoudite liée par des intérêts pétroliers convergents et l'Iran vassalisé depuis la fin du régime Mossadegh. Définie comme une « politique musulmane », s'appuyant donc sur les monarchies du Golfe et l'Iran depuis 1946 jusqu'en 1979, elle a résulté de façon paradoxale en l'alliance objective avec des mouvements anti-occidentaux comme ceux précédemment cités ou le Hamas. Or, la double fracture stratégique de l'année 1979 que représente la révolution iranienne et l'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques vont renforcer cette politique « musulmane » américaine. La révolution de l'Iran est considérée comme une trahison par les États-Unis, qui vont définir, après les soubresauts irano-irakiens puis irakiens, une nouvelle stratégie de double endiguement qui s'ajoutera à celles orientées contre l'Union Soviétique puis Russie. Cette politique a été définie par Martin Indik conseiller du Département d'État auprès de Madeleine Albright en 1995. Il s'agit de tout faire pour affaiblir l'Iran et l'Irak avant que ces États ne menacent sérieusement Israël, le monde arabe (sous-entendu pétrolier) et les intérêts occidentaux au Proche-Orient. Pour l'Afghanistan, la voie ainsi suivie aura des conséquences extrêmement néfastes, dont la situation actuelle est la résultante. La « sous-traitance » de l'aide contre les soviétiques aux alliés pakistanais et saoudiens aboutira, par le biais des services secrets pakistanais (ISI), au soutien des mouvements islamiques pachtouns anti-occidentaux. Aux buts stratégiques américains⁷⁴ se superposeront les buts stratégiques pakistanais de ne jamais permettre l'émergence d'un État afghan qui soit hors de leur contrôle, rejoignant ainsi ceux des Saoudiens qui désirent écarter l'Afghanistan de l'influence iranienne et chiite (comme à l'époque du régime de Daoud avant 1978), empêchant le pays de constituer une plate-forme stratégique qui leur soit ennemie.

Cependant depuis 1998, après avoir fourni aux moudjahidins d'importants stocks d'armements, les États-Unis ont sérieusement révisé leur politique en Afghanistan. Le premier avertissement inquiétant fut le soutien apporté par Gulbuddin Hekmatyar à Saddam Hussein lors de la guerre

⁷⁴ Buts résumés de façon triviale par le responsable de la CIA en poste à l'époque à Islamabad : « I'm not in the nation-building business, I'm in the Russian-bleeding business » .

du Golfe en 1991. Ensuite les attentats commis contre les intérêts américains vont inciter Washington à infléchir son indulgence à l'égard des mouvements fondamentalistes, (attentat à Riyad contre la mission américaine d'encadrement de la Garde royale en novembre 1995, puis en juin 1996 un camion explose à Khobar près de Dahran, tuant dix-neuf Américains). L'émergence des Talibans n'est pas fortuite mais s'inscrit dans la volonté de circonscrire puis d'éliminer de la scène politique G.Hekmatyar l'un des hérauts de ce fondamentalisme religieux. Toutefois, les Talibans démentiront la stratégie politique élaborée par les États-Unis. En effet, les actes commis par ces groupes religieux, l'hospitalité accordée à Oussama Ben Laden, la poursuite de la production d'opium malgré les déclarations d'intentions, vont contraindre Madeleine Allbright à condamner sévèrement ce mouvement. Cet épisode montre la versatilité de la politique étrangère américaine qui a nourri le fondamentalisme religieux avant d'en être finalement la principale victime. Ainsi le 4 novembre 1998, un tribunal fédéral de Manhattan a inculpé Oussama Ben Laden et Mohammed Atef pour avoir commandité les attentats contre les ambassades des États-Unis à Nairobi et à Dar es-Salaam et pour avoir conspiré en vue d'assassiner des ressortissants américains en dehors des États-Unis⁷⁵.

2.3.4) les conséquences

L'incohérence et la complexité de la situation afghane ont été traduites par Lakhar Brahimi, ancien ministre algérien des affaires étrangères, envoyé spécial du secrétaire général des Nations Unies en Afghanistan jusqu'en octobre 1999, dans l'un de ses rapports rendu au printemps 1999. La situation politique reste un véritable imbroglio.

Aujourd'hui, ce pays apparaît comme l'un des sanctuaires du terrorisme islamique accueillant l'un de ses symboles, Oussama Ben Laden. Issu de l'une des familles princières les plus fortunées d'Arabie Saoudite, O. Ben Laden, à la fin des années 1970, a abandonné sa vie d'homme d'affaires pour consacrer désormais son existence à sa foi musulmane. S'engageant aux côtés des moudjahidins dans la lutte contre l'Union Soviétique, O. Ben Laden consacre depuis lors sa fortune personnelle estimée à 600 millions de dollars au messianisme de l'Islam. Mais après 1989, l'homme poursuit son combat contre le matérialisme américain, finance alors les insurrections contre la présence américaine en Somalie (1993), et prépare de multiples projets d'attentats à l'encontre des intérêts de Washington.

Aujourd'hui Oussama Ben Laden, traqué par les États-Unis, vit caché en Afghanistan. Malgré plusieurs rumeurs, l'homme est, à ce jour, toujours sur le sol afghan. En se mariant avec l'une des filles du Mollah Omar, actuel leader des Talibans, Ben Laden bénéficie de la loi d'hospitalité traditionnelle accordée à chaque membre de la famille. Certes les Talibans ont à plusieurs reprises limité ses déplacements et ses communications avec l'étranger. Mais le gouvernement de Washington réclame avec insistance l'extradition de ce terroriste et menace de bombarder son sanctuaire. Il constitue le principal obstacle à la normalisation des relations entre le régime des Talibans et le monde extérieur, puisqu'il est directement la cause des sanctions internationales imposées par les Nations Unies notamment sous la pression américaine.

⁷⁵ Une somme de cinq millions de dollars est promise à toute personne qui fournirait des renseignements permettant d'arrêter ou de condamner Ben Laden et Atef.

CONCLUSION

Plus de dix ans après le retrait de l'envahisseur soviétique et la fin d'un conflit indirect entre grandes puissances qui annonce la fin de la guerre froide, l'Afghanistan est toujours en crise.

La crise politique particulièrement violente et longue que le pays traverse est l'expression de la recomposition interne du pays. En effet, ce processus a été amorcé dès le retrait de l'occupant soviétique et la chute concomitante de l'Union Soviétique. Il s'agit bien d'un processus de remise en cause du statut d'État indépendant de l'Afghanistan. Ses frontières étaient la résultante d'un fragile équilibre stratégique entre grandes puissances, dont la disparition aujourd'hui pourrait entraîner une recomposition régionale autour de grands groupes ethniques : Pashtounes et Ouzbèkes, voire Tadjikes.

Le statut traditionnel d'État-tampon, hérité de la géographie et des affrontements entre grande puissance dès le XIX^{ème} siècle, est aussi remis en cause par le fait ethnique qui a été cristallisé lors de la résistance contre l'envahisseur soviétique. La lutte traditionnelle, à laquelle se livraient les divers groupes ethniques et minorités pour le pouvoir ou l'autonomie, est aggravée par l'ingérence des puissances régionales, en premier lieu Pakistan mais aussi Iran et Ouzbékistan, qui agissent par l'intermédiaire des groupes qu'ils parrainent. Cette lutte interethnique se double de l'antagonisme entre modernité et tradition que recouvre l'antagonisme entre l'élite urbanisée et le monde rural.

Aujourd'hui l'Afghanistan est le théâtre d'affrontements attisés par de nouveaux enjeux économiques. En effet, désormais, le pays est considéré comme le débouché commercial de l'Asie centrale, la voie la plus directe d'acheminement des hydrocarbures de cette région, et plus particulièrement du Turkménistan vers les ports de l'océan Indien ou vers la Chine, dont les besoins énergétiques deviennent croissants. Ces enjeux amplifient en partie la situation chaotique actuelle. En effet, ce pays fait partie des marches méridionales d'une nouvelle région, née des décombres de l'Empire soviétique, l'Asie Centrale : Turkménistan, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan. Doté d'importantes richesses pétrolières et gazières cet ensemble constituera un pôle de dynamisme économique au cours du prochain siècle. L'Afghanistan est en outre la voie de contournement du contrôle russe ou iranien sur l'exportation du pétrole caucasien. Les déchirements secouant l'Afghanistan sont à la mesure de ces enjeux.

Le devenir de ce pays est des plus incertains entre polarisation ethnique, fondamentalisme et enjeux pétroliers. Car déterminer actuellement l'évolution du pays semble être un exercice de prospective délicat, au regard de l'incertitude concernant l'attitude des Talibans. Notamment devant le dilemme que constitue leur soutien actif aux mouvements islamistes parmi les plus extrémistes et leur volonté de reconnaissance par la communauté internationale, puisque leur régime a été mis au ban de cette communauté par l'ONU⁷⁶, en raison de ce soutien. Émanation des services secrets pakistanais, dont l'objectif était la mise sous tutelle de leur turbulent voisin, les Talibans se sont non seulement affranchis de cette tutelle mais ils semblent désormais mener une politique autonome motivée par la volonté de faire de l'Afghanistan un Émirat islamique.

S'il était convenu pour ses commanditaires que le régime taliban devait conforter son assise politique, en adoptant un système religieux strict mais excluant tout acte d'hostilité envers les intérêts occidentaux. Cette hypothèse a été partiellement infirmée ces derniers mois, notamment par les agissements de Oussama Ben Laden. Les Pakistanais, dont le dessein vise à transformer l'Afghanistan en protectorat, pensaient minimiser ces agissements afin d'obtenir la stabilité de l'Afghanistan par l'instauration d'un régime fondamentaliste. Ce dessein rejoignait les vues des

⁷⁶ Se reporter à la résolution 1267 du conseil de sécurité de l'ONU, en date du 15 octobre 1999. Jointe en annexe 7.

pays limitrophes, comme le dessein initial des États-Unis, jusqu'à récemment. Un jeu d'équilibre devait s'installer entre les acteurs politiques de la région, afin d'apporter un concours aux Talibans sans leur permettre de s'affranchir pour autant de leur tuteur. Ainsi, dans cette hypothèse, le régime islamique atténuait ses philippiques anti-occidentales et se débarrassait de ses éléments les plus turbulents, pour se pérenniser. Dans ce cadre il était alors nécessaire pour les Talibans de pousser Oussama Ben Laden à quitter le territoire afghan⁷⁷. Ainsi, une fois une certaine stabilité recouvrée, il était envisageable d'entreprendre les investissements nécessaires pour la construction de l'oléoduc destiné à exporter le pétrole caucasien et pour offrir un débouché commercial aux pays d'Asie centrale conformément aux souhaits pakistanais.

Il est cependant à craindre, au regard des événements récents, que le régime taliban ne soit finalement tenté d'exporter la révolution radicale au delà de l'Afghanistan et plus particulièrement au Pakistan où les tentations d'un Islam radical sont vives. Les Talibans trouveraient l'appui implicite de l'Inde, cette dernière voyant dans l'islamisme un poison mortel, plus efficace que la guerre, pour provoquer l'implosion de son rival. Ce scénario, après le coup d'État récent intervenu au Pakistan et les tensions au Cachemire, ne semble pas le plus improbable devant l'opposition des mouvements politiques radicaux tels que la *Jamiat* envers le régime militaire du général P. Musharraf. L'exportation de produits stupéfiants assure au gouvernement une autonomie financière certaine et lui permet de financer l'extension de sa lutte. En cas d'échec, cette autonomie financière permettrait aussi à l'Afghanistan de vivre en autarcie, en retrait de la vie internationale. Le pays retrouverait son passé d'île continentale fermée aux influences étrangères.

⁷⁷ Devant la pression internationale exercée par l'ONU, il semble que Oussama Ben Laden et les Talibans soient parvenus à un accord pour que Ben Laden quitte le territoire de l'Afghanistan. Cependant cet accord est actuellement difficilement réalisable, devant la volonté des États-Unis de capturer Ben Laden pour le traduire devant la justice pour ses exactions.

Annexe 1

LES PARTIS DE LA RÉSISTANCE

PARTIS SUNNITES

1. *Islamistes*

- **Hezb-i Islami** : (Parti islamique)

Le *Hesb-i Islami* est une formation extrémiste, prônant un islamisme radical, dirigé par Gulbuddin Hekmatyar. Il trouve ses racines aux mêmes sources que celles du mouvement rival *Jamaat*. Chacun de ces deux mouvements se veut l'héritier légitime des cercles islamistes fondamentalistes apparus dans les milieux universitaires kaboulis au cours des années 60. Il y a eu rupture après l'insurrection ratée de 1975. Les tenants d'un Islam radical, emmenés par Hekmatyar, fondent le Hezb en 1976. Il s'agit alors d'un groupuscule implanté à Peshawar, dont les premiers militants, déjà sous l'influence des services secrets pakistanais (ISI), s'infiltrèrent en Afghanistan pour exécuter des personnalités de « gauche ». Fort de cette première expérience du combat contre les communistes, le Hezb se lance naturellement dans le combat contre les soviétiques à partir de 1979 et se transforma e l'un des principaux *tanzims* menant le Jihad. Le Hezb est avant tout un véritable parti, bien structuré et centralisé, dont l'organisation n'est pas sans rappeler le modèle léniniste. Hekmatyar en est le leader mais l'idéologie y occupe une place prépondérante. Celle-ci repose sur les mythes de la « révolution islamique » et de la lutte anti-impérialiste, mélangeant anticommunisme virulent et antioccidentalisme sectaire. La lutte contre l'envahisseur soviétique a accru sa rigidité doctrinale, lui faisant refuser toute négociation avec les « infidèles ». Toutefois Hekmatyar a contrevenu aux règles du mouvement lors de l'alliance avec le général Tanai en mars 1990 pour renverser le régime de Najibullah ou lors de son alliance avec l'ouzbek Rachid Dostom à la fin de 1993 pour s'emparer de Kaboul.

Parti à vocation nationale, il est cependant connoté ethniquement et apparaît surtout comme un mouvement pachtoune d'essence Ghilzay. Il recrute principalement dans les milieux détribalisés (intellectuels laïcs et citoyens), dans les enclaves pachtounes (tribus Ghilzay vivant dans les zones turcophones et persanophones du Nord et de l'Ouest) et parmi les groupes minoritaires de Ghilzay vivant en milieu Durrani. Ce mouvement a peu attiré les mollahs et oulémas des confréries traditionnelles et exerce un faible attrait sur les membres de l'aristocratie des grandes tribus pachtounes de l'Est afghan. L'audience de ce mouvement s'est accrue lors de la chute du régime de Najibullah par le ralliement de nombreux cadres communistes Ghilzays de la fraction *Kahlq* du PDPA. Ce mouvement a toujours incarné un pôle pachtoune puissant face au mouvement tadjik du *Jamaat*. À la chute de Najibullah, le mouvement était fort de 15000 combattants, principalement dans les provinces de Nangarhar, Kandahar, Ghazni, Zabul, Laghman et Paktia. Il constituait la deuxième force militaire de la résistance derrière le *Jamaat*. Son potentiel était très supérieur aux autres mouvements en raison de l'apport de la majeure partie de l'aide américaine au travers des services secrets pakistanais. Cependant ce mouvement ne s'est jamais distingué par des résultats militaires probants ni contre les soviétiques, ni dans ses tentatives de prendre Kaboul depuis 1992, ce qui a été confirmé par sa déroute devant les Talibans en 1995.

Il se distingue en outre des autres mouvements afghans par sa nature « internationaliste », il est le seul parti afghan à se réclamer d'une logique révolutionnaire panislamiste. Dès 1970, il est en contact avec des représentants iraniens, libyens, saoudiens. Il est connecté à différents réseaux islamiques transnationaux qui ont envoyé des milliers de volontaires combattre dans ses rangs. Volontaires qui combattront les régimes en place dans leur propre pays à leur retour au Cachemire, au Tadjikistan, en Azerbaïdjan, en Tchétchénie mais aussi en Algérie et en Égypte avec, en retour, le soutien cette fois de volontaires afghans.

Il a été militairement balayé par les Talibans en 1995, perdant toutes ses positions dans le Sud du pays ainsi que son quartier général de Charasyab à la mi-février 1995. Il s'est depuis replié dans la région de Sarobi.

L'essor de ce parti durant les années 80 est principalement dû au soutien conjoint accordé par Islamabad et Washington. En raison de son anticommunisme, de son fanatisme sunnite et de son caractère « pachtoune » Hekmatyar est apparu alors comme le chef de guerre afghan le plus apte à défendre les intérêts communs (contenir la menace soviétique, maintenir les équilibres en Asie de l'Ouest contre les visées iraniennes et préserver les frontières dans la région). Les Américains « sous-traitèrent » ce soutien aux Pakistanais de façon un peu inconséquente. Le « meilleur de leurs allés » allait successivement :

- prendre parti en faveur de Saddam Hussein lors de la crise du Koweït et de la guerre du Golfe ;
- être en relation avec les réseaux terroristes islamiste ayant perpétré l'attentat contre le World Trade Center à New York ;
- devenir l'un des principaux producteurs de drogue en Afghanistan.

- **Hezb-i Islami, faction Khales.**

Mouvement issu d'une scission régionale de Hezb-i Islami provoquée en 1979 par Yunus Khales, pour des raisons à la fois idéologiques (Khales prône un Islam moins radical et plus traditionaliste) et personnelles (il pensait devoir avoir la préséance au sein du mouvement sur Hekmatyar). C'est aussi une formation pachtoune sunnite, animée par un sentiment anti-chiite, qui compte de nombreux oulémas des tribus Khugiani et Jadran dans ses rangs. Il recrute ses partisans parmi les tribus vivant dans les provinces de l'Est de l'Afghanistan, régions adossées aux zones tribales pakistanaises (NWFP et Baloutchistan). Son implantation militaire est surtout circonscrite aux provinces du Nangarhar, du Paktya, du Wardak et du Logar, ainsi qu'aux abords de Kaboul.

Ses forces étaient estimées au printemps 1992 à 10000 combattants « professionnels » et vraisemblablement le triple « d'occasionnels ». qui ont livré de durs combats contre l'occupant à la fin des années 80 autour de Khost et de Jalalabad, réussissant même à contrôler la route de Kaboul. Ce parti a compté dans ses rangs des chefs aussi prestigieux qu'Abdul Haq dans la région de Kaboul, Jalaluddin Haqani dans le Paktya, Armin Wardak, actif dans la province de Ghazni (ayant bénéficié d'un soutien de la France) et Haji Qadir tenant la ville de Jalalabad, plaque tournante de nombreux trafics. Ce mouvement a fait preuve d'une certaine neutralité dans la lutte entre Hekmatyar et Massoud, réussissant à maintenir les territoires sous son contrôle en dehors du conflit. La relative stabilité dans ses fiefs a été remise en cause en 1996 par le ralliement d'un certain nombre de ses commandants aux Talibans qui ont finalement pris le contrôle de la *shura* de Jalalabad en septembre 1996.

- **Jamaat-i Islami :** (Association islamique)

À L'origine cercle de réflexion regroupant au cours des années 60 des intellectuels islamistes autour du professeur Ghulam Muhammad Niazi, ce mouvement sera la matrice de plusieurs mouvements estudiantins comme le Sazman-i Jawanan-i Musulman-i Afghanistan (Organisation de la jeunesse musulmane d'Afghanistan) ou l'Al-Ikhwan al-Muslimin (Les frères musulmans). Il attirera de nombreux professeurs de théologie comme Burhanuddin Rabbani, le futur chef de l'État ou Rasul Sayyaf, fondateur de l'Ittihad, ou des étudiants comme Hekmatyar ou Ahmad Shah Massoud. C'est une mouvance fondamentaliste, citadine et moderniste, minoritaire en Afghanistan. Ce mouvement se lance à la fin des années 60 dans l'agitation politique, il condamne la dérive occidentale de la monarchie puis du régime Daoud de même que l'éclosion des forces communistes. Victime d'une sévère répression durant les années 70, ce mouvement entre dans la clandestinité en 1972, une partie de ses responsables se réfugie au Pakistan

en 1974. L'échec d'une insurrection dans le Panshir en 1975 entraîne une scission entre modérés, surtout persanophones, emmenés par Rabbani et radicaux dirigés par Hekmatyar qui fonde le Hezb. Ces deux mouvements deviendront les pires frères ennemis de la scène politique afghane, notamment par la haine que se vouent Hekmatyar et Massoud.

Le mouvement se transforme en parti clandestin combattant le régime communiste dès avril 1978 puis entre en lutte contre l'occupant soviétique. IL adopte à partir de 1983 une ligne beaucoup plus modérée que le Hezb dès 1983. Bien que se voulant ouvert à toutes les composantes de la société afghane, il recrute essentiellement parmi les persanophones sunnites, ce qui le classe comme tadjike. Cette dénomination ne recouvre pourtant pas la réalité de ce mouvement dont les cadres anciens étudiants, des intellectuels islamistes influencés par les frères musulmans ou des oulémas issus des confréries soufies.

Tout au long de la lutte contre les soviétiques ce mouvement a été comme l'un des mieux organisés et des plus combatifs sur le terrain. Au printemps 1992, ses effectifs étaient estimés à plus de 20000 combattants, il contrôlait en grande partie les provinces de Kunar, Badakhshan, Takahr, Baghlan dans le Nord-Est, de Hérat, Farah, Helmand et Nimroz dans le Sud-Ouest. Ce parti a été le principal bénéficiaire de la chute du régime de Najibullah en 1992, son alliance avec Rachid Dostom lui ouvre la route de Kaboul et du pouvoir. Burhanuddin Rabbani devient chef de l'État et Massoud occupe les fonctions de ministre de la Défense de 1992 à 1995. Il est le mouvement leader du camp présidentiel qui, jusqu'en 1996, regroupera des forces de l'ancienne armée communiste, les milices ouzbèques du Djoumbesh, l'Ittihad, le Harakat-i Islami et la faction modérée du mouvement chiite Wahdat. Au total, le camp présidentiel regroupe en 1996 plus de 60000 combattants. Ce mouvement minoritaire en raison de sa connotation tadjike doit pour se maintenir au pouvoir élargir sa coalition et s'allie aussi au Hezb-I Islami d'Hekmatyar son ennemi. Ce rapprochement scelle la fin de son emprise sur l'État afghan au moment de la lutte contre les Talibans. Le Hezb et le Djoumbesh se retournent contre le Jamaat et s'allient aux Talibans, leur permettant de conquérir le pouvoir en Afghanistan. À ce jour, le Jamaat est la seule force d'opposition face aux Talibans

Ittihad-e-Islami.

Mouvement fondamentaliste pachtoune, d'essence wahabite. Il a été fondé en 1980 à l'instigation de l'Arabie Saoudite par Abdul Rasul Sayyaf, au terme d'une scission au sein du Harakat-e Enqelab-e Islami. Il prône un Islam austère aux tonalités anti-occidentales, très strict sur les questions de mœurs et sur la place des femmes dans la société. Il dénonce aussi les confréries soufies et est aussi anti-Chiites. Ce mouvement a aligné moins de 10000 hommes principalement recrutés dans certains centres urbains (Kaboul, Kunduz) et dans certaines parties des provinces de Kapisa, du Baghlan et du Kunar. Ce recrutement ne repose pas sur une affiliation tribale spécifique, mais plutôt un rassemblement d'opportunistes, issus des rangs du Hezb, de l'Harakat, voire du Jamaat, attirés par les largesses financières des Saoudiens. L'Ittihad a mené avant tout une guerre spécifique contre le Wahdat pour des motivations à la fois religieuses (sunnites contre Chiites) et politiques (pro-Saoudiens contre pro-Iraniens), ethniques (Pachtounes contre Hazaras). Ce conflit s'est estompé depuis l'apparition des Talibans et leur victoire militaire contre le Wahdat, équivalent quasiment à une liquidation de ce mouvement. L'Ittihad est cependant demeuré fidèle au président Rabbani et dépit de son caractère Pachtoune, de son radicalisme et de son anti-occidentalisme.

2. *Traditionalistes*

- **Harakat-e Enqelab-e Islami** (Mouvement de la révolution islamique)

Mouvement apparu au début de 1979, dirigé par Mohammad Nabi Mohammadi. C'est un mouvement pachtoune modéré, traditionaliste et nationaliste. Il s'appuie sur des réseaux de solidarité : tribales, en recrutant quasi exclusivement parmi les Ghilzay, cléricales, en faisant figure de « parti des oulémas », ceux-ci constituant l'essentiel de ses cadres. Il bénéficie de connexions étroites avec les confréries soufies (en particulier *Naqshbandi*) et les réseaux de *madrassas* formant traditionnellement les Talibans. Ce mouvement a été une préfiguration de l'actuel mouvement des Talibans. En raison du soutien apporté par les oulémas et de la légitimité de ceux-ci au sein des populations rurales, le *Harakat* a été considéré comme le principal mouvement de *Moudjahiddin* au début des années 80. Son implantation était essentiellement pluriethnique et nationale. Cependant sur le plan militaire ses chefs des *mawlawis*, socialement influents, n'ont pas fait preuve de dynamisme. Le mouvement a amorcé son déclin dès 1983 face à la montée en puissance du *Jamaat* et du *Hezb*. La faiblesse de son organisation a, en outre, facilité une succession de scissions internes (dont celle de Rasul Sayyaf qui crée *l'Ittihad*) ou de ralliements de commandants à des factions rivales. Ses effectifs, estimés à plus de 10000 hommes en 1983, ont régulièrement diminué au cours des années 80. Il ne disposait plus que de quelques milliers de combattants au printemps 1992, bien implantés dans les régions des provinces du Sud-Ouest de l'Afghanistan (Nimroz, Helmand, Kandahar, Ghazni, Logar, Paktya,...). L'apparition du mouvement des Talibans à parti de l'automne 1994, en raison des liens étroits entre le *Harakat* et les réseaux de *madrassas*, a abouti à la fusion de ce mouvement au sein des Talibans.

- **Jabha-ye Nejat-e Melli** (Front de libération nationale)

Ce Front a été créé en 1978 par Sibghatullah Mojaddedi. C'est le plus faible mouvement politico-militaire de la résistance afghane. C'est une formation pachtoune monarchiste et conservatrice dont le recrutement est semblable à celui du *Mahaz* : anciens responsables de « l'establishment » royaliste, notables locaux, chefs de tribus et membres de la confrérie soufie *Naqshbandi*. Son action sur le terrain a été réduite en raison de la faiblesse de l'aide pakistanaise. Le mouvement ne disposait, au mieux, que d'un millier de combattants à la chute du régime Najibullah, localisés dans les provinces de Kunar, du Paktya et à Kaboul. S.Mojaddedi a été nommé 1^{er} ministre du gouvernement intérimaire afghan par les autres chefs de faction, en raison de la faiblesse de son mouvement. En avril 92, il a été nommé chef d'État provisoire avant d'être remplacé à ce poste par Burhanuddin Rabbani. Ayant observé une relative neutralité dans le face-à-face Massoud-Hekmatyar, il s'est rallié à ce dernier au début de 1994. Nommé à la présidence du conseil suprême de concorde (*Shura-ham-Ahangi*), conseil qui regroupe l'opposition en dehors des Talibans, cette structure et son mouvement ont perdu leur influence devant le succès des Talibans.

- **Mahaz-e Melli-ye- Islami-e** (Front national islamique)

Formation créée en mars 1979 à Peshawar par Pir Sayyed Ahmad Gailani. C'est un mouvement majoritairement Pachtoune, d'obédience monarchiste, conservateur, religieusement traditionaliste et politiquement pro-occidental. IL recrute principalement parmi les anciens hauts fonctionnaires et membres de « l'establishment » royaliste (Pachtounes Durrani), au sein des familles kaboulis et des notables locaux ainsi que parmi les confréries Soufie des Qadiri dont Gailani est le chef. Ce mouvement a été considéré comme « le parti des exilés » et a été peu présent sur le terrain en raison d'un manque de commandants (le plus célèbre Armin Wardak ayant rallié le Hezb faction Khaled en 1986) et de lacunes structurelles. Ses combattants étaient estimés à environ 7000 au printemps 1992, essentiellement implantés dans les provinces du Nangrahar, du

Paktya et de Kandahar. Ce mouvement, dans la lutte entre Hekmatyar et Massoud, a penché dans le camp présidentiel de Rabbani et Massoud. L'irruption du mouvement taliban a emporté ce mouvement qui a perdu son unique point fort, la ville de Kandahar.

PARTIS CHIITES

Harakat-i Islami (Mouvement islamique)

Parti chiite modéré fondé à la fin des années 80 par l'Ayatoyah Ashef Mohseni, il regroupe des chiites de toutes appartenances ethniques : Hazaras, Kizilbashs et Pachtounes chiites. Cette formation a refusé de rejoindre le *Wahdat* lors de sa constitution en 1990, du fait de son hostilité envers le régime islamiste en place à Téhéran. Ce mouvement chiite à avoir vraiment combattu l'occupant soviétique, il a entretenu de bonnes relations avec les partis sunnites modérés comme le *Jamaat* ou le *Harakat-e Enqelab*. Ses combattants, estimés à environ 2 000 au printemps 1992, étaient localisés dans les régions de Kandahar, de la bordure orientale du Hazarajat autour de Mazar-e-Sharif et dans le sud de Kaboul. Ce mouvement s'est allié au *Jamaat* sous le commandement de Massoud dans sa lutte contre Hekmatyar. Ses troupes sont désormais intégrées aux forces présidentielles.

- **Hezb-e Wahdat-e Islami** (Parti de l'unité islamique)

Cette formation a été fondée à l'instigation de Téhéran durant l'été 1998. Il regroupe huit des neuf formations politico-militaires chiites apparues au cours des années 80 (voir mouvement ci-dessous). Sa création est intervenue à la fin de la guerre contre l'Irak qui a permis à Téhéran de pratiquer une politique afghane plus ambitieuse. Sous la direction de l'ayatollah Faazil, le parti regroupe aussi bien des personnalités modérées comme radicales. Le mouvement lutte pour la défense des intérêts de la communauté chiite, en exigeant une meilleure représentation politique de cette communauté correspondant à son importance numérique, soit 25 % de la population afghane. Ce mouvement regroupe essentiellement parmi les Hazaras et est donc implanté dans le Hazarajat principalement. Au printemps 1992, ses effectifs étaient estimés entre 10 et 12000 hommes équipés par Téhéran et encadrés par des *Pasdarans*. Depuis la prise de Kaboul, il a livré une véritable guerre de religion aux forces *l'Ittihad* Wahabite puis s'est allié avec Hekmatyar contre le mouvement tadjike du *Jamaat*. Cet abandon de neutralité a provoqué d'importantes dissensions internes qui ont été jusqu'à des combats entre ses membres durant l'été 1994. Après la conquête de Kaboul par les Talibans en mars 1995, le mouvement a connu un déclin rapide qui a abouti à la perte de Bamyan son fief. Il a ensuite regroupé ses forces et, sous l'impulsion de Téhéran, s'est rapproché du mouvement *Jamaat* à la fin de 1995 devant l'avancée des Talibans.

Mouvements chiites qui ont joint le Wahdat à sa création :

- **Shura-yé Ettefâgh-i Islami** : traditionaliste, dirigé par Sayyad Behesilti, recrute parmi la paysannerie hazara, encadré par les Sayyad.
- **Nasr** : islamiste radical, dirigé par un conseil, recrute parmi les jeunes Hazaras formés en Iran.
- **Pasdaran** : « gardiens de la révolution ». islamiste radical. directement dépendant de l'Iran, dirigé par Akbari de Turkman et Saddiqi de Nili.

Annexe 2

Chronologie

1747	Création d'un royaume afghan s'étendant jusqu'à l'Indus, par les Pachtouns par la victoire de la confédération tribale Durrani menée par Ahmad Shah du clan Saddozay.
1809	Ambassade anglaise à Peshawar.
1818 – 1835	Guerre civile
1839 – 1842	1 ^{ère} guerre anglo-afghane.
1855	Traité d'amitié et de non ingérence avec la Russie.
1873	Afghanistan hors de la zone d'influence russe, après accord entre britanniques et russes.
1878	Deuxième guerre anglo-afghane.
1887	Accord russo-afghan sur la frontière nord.
1893	Accord Durand sur la délimitation de la frontière est de l'Afghanistan.
1893 – 1896	Délimitation des frontières de l'Afghanistan par les britanniques.
1919	3 ^{ème} guerre anglo-afghane
8 août 1919	Reconnaissance de l'indépendance de l'Afghanistan par la Grande-Bretagne (Traité de Rawalpindi).
21 février 1921	Traité d'amitié avec l'URSS.
1934	Entrée de l'Afghanistan à la SDN.
1947	Partition de l'Inde et du Pakistan ; début de la revendication afghane sur le Pachtounistan.
6 septembre 1953	Nomination du prince Daoud comme 1 ^{er} ministre.
25 août 1956	1 ^{ère} livraisons de matériel soviétique à l'armée afghane.
1961	Crise avec le Pakistan.
1963	Démission de Daoud, remplacé par Mohammed Youssouf.
1 ^{er} janvier 1965	Fondation du parti communiste afghan (PDPA).
Août 1965	Élections générales.
Octobre 1965	Émeutes étudiantes ; démission du cabinet Youssouf.
1966	Division du PDPA en deux factions : Khalq et Parcham.
13 novembre 1968	Inauguration du tunnel de Salang.
1971	Abdul Zaher nommé 1 ^{er} ministre.
1972	Famine causant 100.000 morts.
17 juillet 1973	Coup d'État du prince Daoud instituant la république.
Avril 1975	Détente Irano-afghane.
27 avril 1978	Coup d'État, assassinat du prince Daoud.
14 septembre 1979	Assassinat du 1 ^{er} ministre Taraki au retour de Moscou.
24 décembre 1979	Débarquement d'un contingent de 85000 soldats soviétiques. Début de la guerre d'Afghanistan.
20 novembre 1986	Mohamed Najibullah remplace Babrak Karmal à la tête de l'État.
13 février 1989	Retrait définitif des troupes soviétiques d'Afghanistan.
29 avril 1992	Ahmad Shah Massoud s'empare de Kaboul.
Novembre 1994	Les Talibans s'emparent de Kandahar.
5 septembre 1995	Les Talibans s'emparent d'Hérat.
11 septembre 1998	Bombardement des camps d'entraînement islamistes d'Oussama Ben Laden en Afghanistan par l'aviation américaine.
Septembre 1998	Expulsion des O.N.G occidentales.
Mars 1999	Médiation de l'émissaire de l'ONU, Lakhar Brahimi.
Octobre 1999	Fin de la médiation de M. Lakhar Brahimi, nomination nouveau médiateur : Erik de Mul.

Annexe3

Carte physique



Annexe 3B

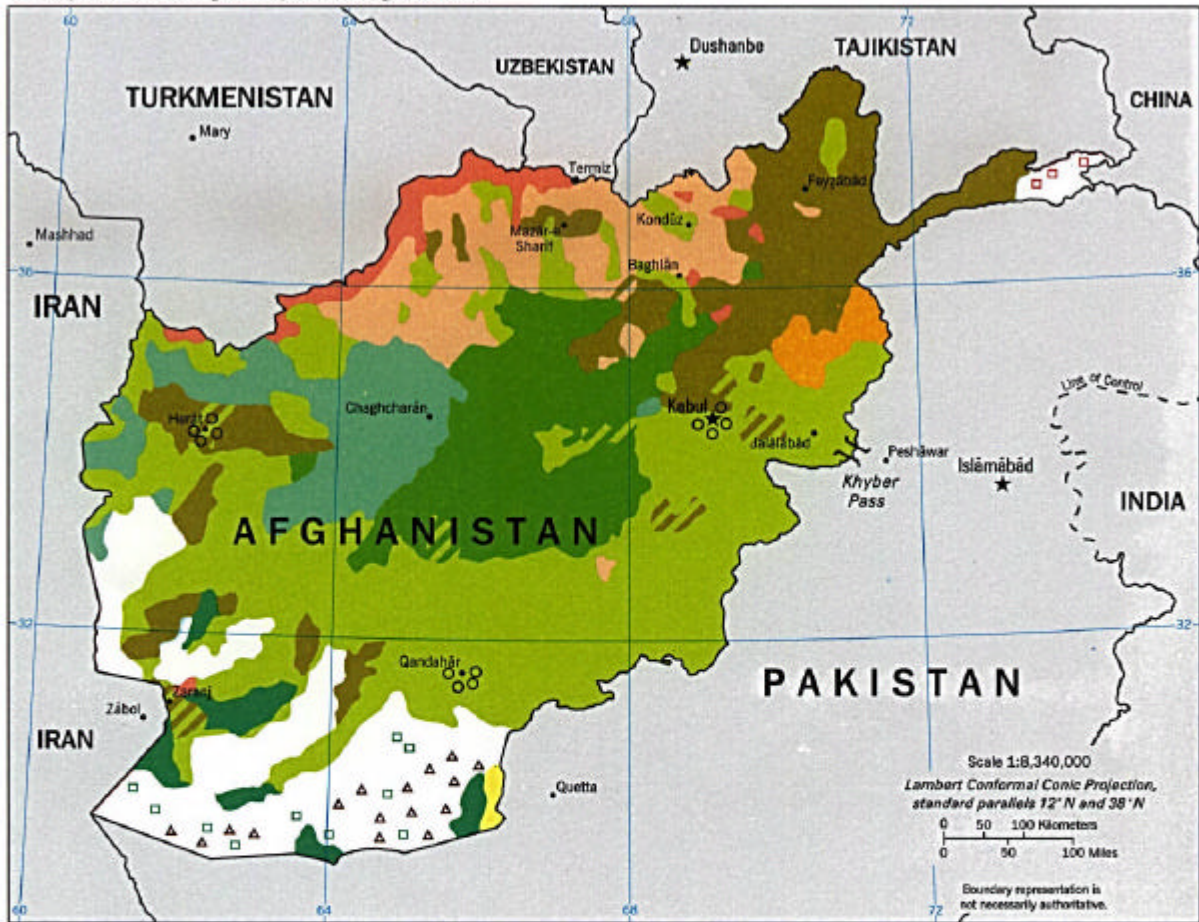
Carte politique de l'Afghanistan



Annexe 4

Populations de l'Afghanistan

Groupes ethnolinguistiques d'Afghanistan



Persanophones

- Baloutches
- Aimak
- Hazara
- Pashtun
Durrani, Ghilzai
- Qizilbash
- Tadjikes

Turcophones

- Kirghizes
- Turkmenes
- Ouzbèques

Autres

- Brahui
- Nuristani
- Zones faiblement peuplées
ou inhabitées

Annexe 5

Aire de population Pachtounes – zone revendiquée du Pachtounistan

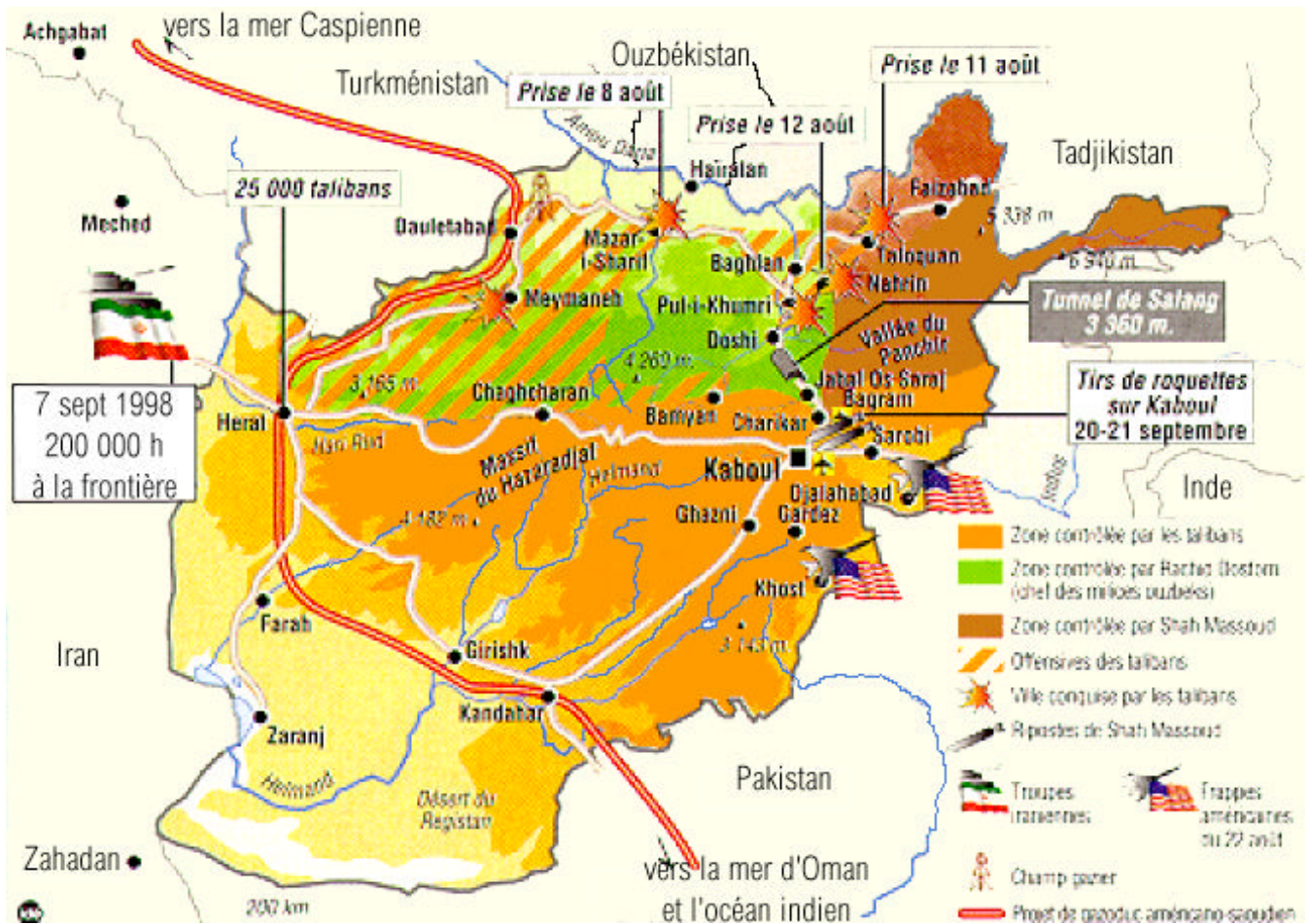
Frontière Afghanistan - Pakistan



Annexe 6

Cartes régionales des projets d'oléoducs





Annexe 7

DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SECURITÉ DES NATIONS UNIES

(New York, 22 octobre 1999)

1. Le Conseil de sécurité a examiné le rapport du Secrétaire général en date du 21 septembre 1999 sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationale (A/54/378-S/1999/994).

2. Le Conseil se déclare de nouveau gravement préoccupé par la poursuite du conflit afghan, qui fait peser une menace grave et croissante sur la paix et la sécurité régionales et internationales. Il condamne vigoureusement les Taliban pour avoir lancé une offensive, en juillet 1999, une semaine seulement après la réunion à Tachkent du groupe des "six plus deux", et malgré les demandes répétées du Conseil tendant à ce qu'il soit mis fin aux combats. Cela est allé à l'encontre des efforts internationaux de restauration de la paix en Afghanistan. Les combats qui ont fait suite à cette offensive ont causé d'énormes souffrances à la population civile afghane. Les Taliban en portent la responsabilité principale.

3. Le Conseil réaffirme qu'il n'y a pas de solution militaire au conflit en Afghanistan et que seul un règlement politique négocié visant à la mise en place d'un gouvernement doté d'une large assise, multiethnique et pleinement représentatif, ainsi qu'acceptable par tous les Afghans, pourra conduire à la paix et à la réconciliation. Il rappelle qu'il a exigé des parties au conflit, spécialement des Taliban, qu'elles reprennent les négociations sous les auspices des Nations unies, sans retard et sans préalable, et en pleine conformité avec les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. Le Conseil de sécurité note que le Front uni a confirmé à plusieurs reprises qu'il était disposé à engager un dialogue avec les Taliban en vue de trouver une solution aux problèmes du pays.

4. Le Conseil réaffirme que toute ingérence extérieure dans les affaires intérieures de l'Afghanistan, notamment la participation de personnel militaire et des combattants étrangers, et la fourniture d'armes et de matériels servant au conflit, doit cesser immédiatement. Il engage tous les États à prendre des mesures déterminées pour interdire à leur personnel militaire de préparer des opérations de combat en Afghanistan et d'y prendre part, ainsi qu'à retirer immédiatement ce personnel et à veiller à ce que des munitions et d'autres matériels de guerre cessent d'être livrés. Le Conseil prend connaissance avec une profonde consternation d'informations faisant état de la participation aux combats en Afghanistan, du côté des forces des Taliban, de milliers de non-Afghans, provenant pour la plupart d'écoles religieuses, dont certains ont moins de 14 ans.

5. Le Conseil réaffirme son plein appui aux efforts de l'Organisation des Nations unies, en particulier les activités de la Mission spéciale des Nations unies en Afghanistan et de l'Envoyé spécial du Secrétaire général en Afghanistan, afin de faciliter le processus politique en vue de la réalisation des objectifs que constituent la réconciliation nationale et un règlement politique durable, avec la participation de toutes les parties au conflit et de toutes les composantes de la société afghane, et réaffirme que l'Organisation des Nations unies doit continuer de jouer le rôle central et impartial qui lui revient dans les efforts déployés à l'échelon international en vue d'un règlement pacifique du conflit afghan.

6. Le Conseil se déclare vivement préoccupé par l'aggravation critique de la situation humanitaire en Afghanistan. Il engage toutes les parties afghanes, en particulier les Taliban, à prendre les mesures voulues pour garantir l'acheminement sans interruption de l'assistance humanitaire à tous ceux qui ont besoin d'aide et, à propos, à s'abstenir d'entraver les activités des organismes des Nations unies à vocation humanitaire et des organisations humanitaires internationales.

7. Le Conseil exhorte une fois de plus toutes les factions afghanes à coopérer pleinement avec la Mission spéciale des Nations unies en Afghanistan et les organisations internationales à vocation humanitaire et les engage, en particulier les Taliban, à prendre les mesures nécessaires pour garantir la sécurité et la liberté de circulation de leur personnel.

8. Le Conseil se félicite de la Déclaration relative aux principes fondamentaux d'un règlement pacifique du Conflit en Afghanistan (A/54/174-S/1999/812, annexe) adoptée le 19 juillet 1999 à Tachkent par le groupe des "six plus deux", en particulier la décision des membres du groupe de s'abstenir de fournir quelque soutien militaire que ce soit aux parties afghanes et de veiller à ce que le territoire de leur pays ne soit pas utilisé à cette fin. Il demande aux membres du groupe et aux factions afghanes d'appliquer ces principes afin d'appuyer les efforts déployés par l'Organisation des Nations

unies pour parvenir à un règlement pacifique du conflit afghan.

9. Le Conseil condamne énergiquement le fait que le territoire afghan, en particulier les zones tenues par les Talibans, continue d'être utilisé pour accueillir et former des terroristes et organiser des actes de terrorisme, et se réaffirme convaincu que la répression du terrorisme international est essentielle pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Il insiste pour que les Talibans cessent d'offrir aux terroristes internationaux ainsi qu'à leurs organisations refuge et entraînement, prennent les mesures effectives voulues pour que le territoire tenu par eux n'abrite pas d'installations et de camps de terroristes ni se serve à préparer ou à organiser des actes de terrorisme dirigés contre d'autres États ou leurs citoyens, et coopèrent avec les actions menées en vue de traduire en justice les personnes accusées de terrorisme. Le Conseil exige une fois encore que les Talibans remettent Usama bin Laden, accusé de terrorisme, aux autorités compétentes, comme prévu dans la résolution 1267 (1999) du 15 octobre 1999. Il réaffirme qu'il est résolu à mettre en application le 14 novembre 1999 les mesures indiquées dans cette résolution, à moins que le Secrétaire général ne l'informe que les Talibans ont pleinement répondu à l'obligation fixée au paragraphe 2 de cette même résolution.

10. Le Conseil est également profondément préoccupé par l'augmentation sensible de la culture, de la production et du trafic de drogues en Afghanistan, en particulier dans les zones tenues par les Talibans, qui contribuera à renforcer le potentiel de guerre des Afghans et aura des conséquences internationales encore plus graves. Il exige que les Talibans et les autres parties mettent fin à toutes les activités liées aux drogues illégales. Le Conseil demande aux États membres et, en particulier, aux voisins de l'Afghanistan, ainsi qu'à toutes les autres parties intéressées, de prendre des mesures concertées pour mettre fin au trafic des drogues illégales d'Afghanistan.

11. Le Conseil déplore la détérioration de la situation des Droits de l'Homme en Afghanistan. Il est particulièrement alarmé par le mépris que les Talibans continuent d'afficher pour les préoccupations exprimées par la communauté internationale. Il souligne le caractère inacceptable du déplacement forcé de la population civile, en particulier le déplacement opéré par les Talibans au cours de leur récente offensive des exécutions sommaires, des mauvais traitements systématiques et de la détention arbitraire de civils, de la violence et de la discrimination persistante à l'encontre de la population féminine, de la séparation d'hommes de leur famille, de l'utilisation d'enfants soldats, des incendies généralisés de culture et de la destruction de logements, des bombardements sans discrimination et des autres violations des Droits de l'Homme et du droit international humanitaire en Afghanistan. Il engage toutes les parties afghanes, en particulier les Talibans, à mettre un terme à ces pratiques, à respecter les normes internationales en la matière, à prendre d'urgence des mesures afin d'améliorer la situation des Droits de l'Homme et, à titre de priorité absolue, d'assurer la protection des civils.

12. Le Conseil souligne de nouveau que la prise du consulat général de la République islamique d'Iran et l'assassinat de diplomates iraniens ainsi que d'un journaliste à Mazar-e-Sharif constituent des violations flagrantes du droit international. Il exige que les Talibans coopèrent sans réserve avec l'Organisation des Nations unies pour enquêter sur ces crimes afin de traduire les responsables en justice.

13. Le Conseil attend avec intérêt le prochain rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan, et l'invite à examiner les solutions qui s'offrent au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale.

14. Le Conseil déplore que la direction des Talibans n'ait pas pris de mesures pour donner suite aux exigences formulées dans ses résolutions antérieures, concernant en particulier la conclusion d'un cessez-le-feu et la reprise des négociations, et, dans ce contexte, réaffirme qu'il est prêt à envisager d'imposer des mesures, conformément à la responsabilité qui lui incombe en vertu de la Charte des Nations unies, en vue d'assurer l'application intégrale de ses résolutions pertinentes./.

Annexe 8

Résolution 1267 du Conseil de sécurité (New York, 15 octobre 1999)

SECURITY COUNCIL DEMANDS THAT TALIBAN TURN OVER USAMA BIN LADEN TO APPROPRIATE AUTHORITIES

Resolution 1267 (1999), Adopted Unanimously, Sets Out Measures To be Imposed if Demand Not Met by 14 November (1999).

Acting under Chapter VII of the United Nations Charter, the Security Council this afternoon demanded that the Afghan faction, known as the Taliban, turn over Usama bin Laden to appropriate authorities in a country where he would be brought to justice. In that context, it decided that on 14 November all States shall freeze funds and prohibit the take-off and landing of Taliban-owned aircraft unless or until the Taliban complies with that demand.

Mr. bin Laden and his associates were indicted by the United States for, among other things, his role in the 7 August 1998 bombings of United States embassies in Kenya and the United Republic of Tanzania, and for conspiring to kill United States nationals. The Council's action noted this, as well as the United States request to the Taliban to surrender Mr. Bin Laden and his associates for trial.

By unanimously adopting resolution 1267 (1999) -- submitted by Canada, Netherlands, Russian Federation, Slovenia, United Kingdom and the United States -- the Council decided that, should the condition not be met within the stated time frame, all States shall deny permission for any aircraft to take off from or land in their territory if it was owned, leased or operated by or on behalf of the Taliban. Further, all States shall freeze funds and other financial resources, including those derived or generated from property or undertakings directly or indirectly owned or controlled by the Taliban, and ensure that neither those funds or financial resources, nor any others, are made available by their nationals or any persons within their territory to or for the benefit of the Taliban.

The Council further decided that exceptions could be made to these stipulations should a Committee, established by this same resolution, grant exceptions for humanitarian reasons, including religious obligations. The Committee, consisting of all Council members, will report to the Council with observations and recommendations on matters, including requests for exemptions to these measures and granting an exemption in respect of the payment by the International Air Transport Association (IATA) to Afghanistan's aeronautical authority, on behalf of international airlines for air traffic-control services.

The Committee will also report on the impact of the measures to be imposed through the resolution, including the humanitarian implications. It will consider alleged violations of the resolution's measures, ask States to provide information on implementing them, report to the Council thereon and recommend responses.

Also through resolution 1267 (1999), the Council insisted that the Taliban, which also calls itself the Islamic Emirate of Afghanistan, comply promptly with previous Council resolutions. In particular, it must cease providing sanctuary and training for international terrorists and their organizations, take effective measures to ensure that the territory under its control was not used for terrorist installations and camps or for the preparation or organization of terrorist acts against other States or their citizens, and cooperate with efforts to bring indicted terrorists to justice.

The Council called upon States to act strictly in accordance with the provisions of the resolution, notwithstanding any rights or obligations derived from an international agreement, contract, license or permit entered into or granted prior to the date of the current text. It also called on them to cooperate fully with its Committee, and to bring proceedings against and impose penalties against any person or entity that violated the resolution.

Statements were made by the representatives of Afghanistan, United States, Malaysia, Bahrain, China and Canada.

The meeting, which was called to order at 12:14 p.m., was adjourned at 12:40 p.m.

Council Work Program

The Security Council met this afternoon to consider the situation in Afghanistan.

Draft Resolution

The Council had before it a draft resolution (document S/1999/1054) sponsored by Canada, Netherlands, Russian Federation, Slovenia, United Kingdom and the United States, which reads as follows:

- 1- The Security Council,
- 2- Reaffirming its previous resolutions, in particular resolutions 1189 (1998) of 13 August 1998, 1193 (1998) of 28 August 1998 and 1214 (1998) of 8 December 1998, and the statements of its President on the situation in Afghanistan,
- 3- Reaffirming its strong commitment to the sovereignty, independence, territorial integrity and national unity of Afghanistan, and its respect for Afghanistan's cultural and historical heritage,
- 4- Reiterating its deep concern over the continuing violations of international humanitarian law and of human rights, particularly discrimination against women and girls, and over the significant rise in the illicit production of opium, and stressing that the capture by the Taliban of the Consulate-General of the Islamic Republic of Iran and the murder of Iranian diplomats and a journalist in Mazar-e- Sharif constituted flagrant violations of established international law,
- 5- Recalling the relevant international counter-terrorism conventions and in particular the obligations of parties to those conventions to extradite or prosecute terrorists,
- 6- Strongly condemning the continuing use of Afghan territory, especially areas controlled by the Taliban, for the sheltering and training of terrorists and planning of terrorist acts, and reaffirming its conviction that the suppression of international terrorism is essential for the maintenance of international peace and security,
- 7- Deploring the fact that the Taliban continues to provide safe haven to Usama bin Laden and to allow him and others associated with him to operate a network of terrorist training camps from Taliban-controlled territory and to use Afghanistan as a base from which to sponsor international terrorist operations,
- 8- Noting the indictment of Usama bin Laden and his associates by the United States of America for, inter alia, the 7 August 1998 bombings of the United States embassies in Nairobi, Kenya, and Dar es Salaam, Tanzania and for conspiring to kill American nationals outside the United States, and noting also the request of the United States of America to the Taliban to surrender them for trial (S/1999/1021),
- 9- Determining that the failure of the Taliban authorities to respond to the demands in paragraph 13 of resolution 1214 (1998) constitutes a threat to international peace and security,
- 10- Stressing its determination to ensure respect for its resolutions, acting under Chapter VII of the Charter of the United Nations,
11. Insists that the Afghan faction known as the Taliban, which also calls itself the Islamic Emirate of Afghanistan, comply promptly with its previous resolutions and in particular cease the provision of sanctuary and training for international terrorists and their organizations, take appropriate effective measures to ensure that the territory under its control is not used for terrorist installations and camps, or for the preparation or organization of terrorist acts against other States or their citizens, and cooperate with efforts to bring indicted terrorists to justice;
12. Demands that the Taliban turn over Usama bin Laden without further delay to appropriate authorities in a country where he has been indicted, or to appropriate authorities in a country where he will be returned to such a country, or to appropriate authorities in a country where he will be arrested and effectively brought to justice;
13. Decides that on 14 November 1999 all States shall impose the measures set out in paragraph 4 below, unless the Council has previously decided, on the basis of a report of the Secretary-General, that the Taliban has fully complied with the obligation set out in paragraph 2 above;
14. Decides further that, in order to enforce paragraph 2 above, all States shall:
 - 14(a) Deny permission for any aircraft to take off from or land in their territory if it is owned, leased or operated by or on behalf of the Taliban as designated by the Committee established by paragraph 6 below, unless the particular flight has been approved in advance by the Committee on the grounds of humanitarian need, including religious obligation such as the performance of the Hajj;
 - 14(b) Freeze funds and other financial resources, including funds derived or generated from property owned or controlled directly or indirectly by the Taliban, or by any undertaking owned or controlled

by the Taliban, as designated by the Committee established by paragraph 6 below, and ensure that neither they nor any other funds or financial resources so designated are made available, by their nationals or by any persons within their territory, to or for the benefit of the Taliban or any undertaking owned or controlled, directly or indirectly, by the Taliban, except as may be authorized by the Committee on a case-by-case basis on the grounds of humanitarian need;

15. Urges all States to cooperate with efforts to fulfil the demand in paragraph 2 above, and to consider further measures against Usama bin Laden and his associates;

16. Decides to establish, in accordance with rule 28 of its provisional rules of procedure, a Committee of the Security Council consisting of all the members of the Council to undertake the following tasks and to report on its work to the Council with its observations and recommendations:

16(a) To seek from all States further information regarding the action taken by them with a view to effectively implementing the measures imposed by paragraph 4 above;

16(b) To consider information brought to its attention by States concerning violations of the measures imposed by paragraph 4 above and to recommend appropriate measures in response thereto;

16(c) To make periodic reports to the Council on the impact, including the humanitarian implications, of the measures imposed by paragraph 4 above;

16(d) To make periodic reports to the Council on information submitted to it regarding alleged violations of the measures imposed by paragraph 4 above, identifying where possible persons or entities reported to be engaged in such violations;

16(e) To designate the aircraft and funds or other financial resources referred to in paragraph 4 above in order to facilitate the implementation of the measures imposed by that paragraph;

16(f) To consider requests for exemptions from the measures imposed by paragraph 4 above as provided in that paragraph, and to decide on the granting of an exemption to these measures in respect of the payment by the International Air Transport Association (IATA) to the aeronautical authority of Afghanistan on behalf of international airlines for air traffic control services;

16(g) To examine the reports submitted pursuant to paragraph 9 below;

17. Calls upon all States to act strictly in accordance with the provisions of this resolution, notwithstanding the existence of any rights or obligations conferred or imposed by any international agreement or any contract entered into or any license or permit granted prior to the date of coming into force of the measures imposed by paragraph 4 above;

18. Calls upon States to bring proceedings against persons and entities within their jurisdiction that violate the measures imposed by paragraph 4 above and to impose appropriate penalties;

19. Calls upon all States to cooperate fully with the Committee established by paragraph 6 above in the fulfillment of its tasks, including supplying such information as may be required by the Committee in pursuance of this resolution;

20. Requests all States to report to the Committee established by paragraph 6 above within 30 days of the coming into force of the measures imposed by paragraph 4 above on the steps they have taken with a view to effectively implementing paragraph 4 above;

211. Requests the Secretary-General to provide all necessary assistance to the Committee established by paragraph 6 above and to make the necessary arrangements in the Secretariat for this purpose;

212. Requests the Committee established by paragraph 6 above to determine appropriate arrangements, on the basis of recommendations of the Secretariat, with competent international organizations, neighbouring and other States, and parties concerned with a view to improving the monitoring of the implementation of the measures imposed by paragraph 4 above;

213. Requests the Secretariat to submit for consideration by the Committee established by paragraph 6 above information received from Governments and public sources on possible violations of the measures imposed by paragraph 4 above;

214. Decides to terminate the measures imposed by paragraph 4 above once the Secretary-General reports to the Security Council that the Taliban has fulfilled the obligation set out in paragraph 2 above;

215. Expresses its readiness to consider the imposition of further measures, in accordance with its responsibility under the Charter of the United Nations, with the aim of achieving the full implementation of this resolution;

216. Decides to remain actively seized of the matter.

Statements

RAAVAN A.G. FARHADI (Afghanistan) said his Government supported the draft resolution before the Council. The measures in that text signalled to the Taliban and their Pakistani mentors that the international community was concerned with the policy of Pakistan and the Taliban, which posed an immediate threat to international peace and security. The text's political message was strong: the foreign supporters of the Taliban should take necessary measures to dissociate themselves from the "Talibanization" of the region. The text directly affected the Taliban's financial resources, which came primarily from drug trafficking. It would not have any effect on the Afghan nation itself. The clause on exceptions ensured the delivery of humanitarian assistance to the Afghani people. He expected that the Council would use every mechanism at its disposal for the meticulous and strict application of all measures. He considered the adoption of today's text a means of persuading the Taliban and their mentors to abandon policies which were harmful to the peace and security of the region, of which Pakistan was part. The Taliban must be convinced that there was no military solution.

NANCY SODERBERG (United States) said that, with the passage of the draft resolution before the Council, the United Nations would take a courageous step to combat international terrorism. It would send a direct message to Usama bin Laden and terrorists everywhere -- "you cannot run, you cannot hide, you will be brought to justice" She said her Government attached the highest priority to disrupting Usama bin Laden's terrorist organization and bringing bin Laden to justice.

She said the Taliban continued to provide bin Laden with safe haven and security, allowing him the freedom to operate despite repeated efforts by the United States to persuade the Taliban to turn over or expel him and his associates to responsible authorities in a country where he could be brought to justice. The draft resolution gave the Taliban a choice: it had 30 days to turn over bin Laden or sanctions would begin. She hoped the Taliban would cooperate in bringing bin Laden to justice with that time frame. The choice between cooperation and confrontation rested with the Taliban.

The sanctions were limited and targeted very specifically to limit the resources of Taliban authorities and would, in no way, harm the people of Afghanistan, she said. The Council would work with the sanctions committee to implement the resolution in a way that did not hinder the provision of humanitarian assistance to the Afghan people. HASMY AGAM (Malaysia) said while strong measures to combat international terrorism were needed, his delegation was concerned about the impact on the innocent, ordinary people of Afghanistan. Sanctions should be a last resort before the use of force, when all other measures had been utilized and failed. They should be used as an instrument of coercion with great caution, because of their unintended grave consequences to the innocent population. The effectiveness and humanitarian impact should be assessed at all stages.

Sanctions directed at the Taliban would affect the general population in virtually every aspect of their lives, he continued. There should have been a more careful and exhaustive analysis of the likely impact of the proposed sanctions, as well as a phased approach in handling the situation. The Council should have first adopted a strong resolution signalling its serious intention to institute measures to impose sanctions on the Taliban, if certain actions were not taken in respect to its "support" for terrorism. The people of Afghanistan, among the world's poorest, were the tragic victims of more than a decade of bitter conflict and natural disasters, he said. The sanctions imposed on the Taliban would most certainly affect the people in a punitive way, since the Taliban were effectively in control in most parts of the country and administered virtually every aspect of life in the parts of Afghanistan under their control. For those reasons, the Malaysian delegation would vote in favour of the draft resolution with a heavy heart. He appealed to the Taliban to comply with the Council's requirements so as to spare the hapless people of Afghanistan from further suffering and misery. He appealed to the Council to ensure that, in implementing the text, the welfare of the people of Afghanistan was taken to heart.

RASHID AL-DOSARI (Bahrain) said the existence of a few terrorists on Afghan territory was the responsibility of all Afghan factions. If the terrorists were disabled, then law would prevail in that country and Afghanistan would regain its status in the international community.

The Afghan factions were also responsible for the internal situation in Afghanistan and its repercussions in the country, he said. Moreover, those States that provided arms to the Afghan factions were also responsible for fuelling the Afghan war. Those States should have convinced the Afghan factions to disarm and return to a dialogue to settle their problems. He noted the deterioration of the humanitarian situation in the country, which had been exacerbated by natural disasters. For that reason, he had been apprehensive about the possible negative repercussions of the resolution and had worked with other delegations to make sure that they would not happen.

Action on Draft Resolution

The Council then unanimously adopted resolution 1267 (1999).

SHEN GUOFANG (China) endorsed the views of the representative of Malaysia. China believed that sanctions would exacerbate the suffering of the people of Afghanistan. Sanctions must be used only as a last resort, and should be clearly targeted. China was against all forms of terrorism. Based on that position, it had participated in the negotiations and requested that the text be limited to the issue of combating international terrorism. It noted the text's reference to the Council's commitment to the sovereignty, independence, territorial integrity and national unity of Afghanistan, and its respect for Afghanistan's cultural and historical heritage. Further, China noted that the sanctions would take effect only 30 days from today and would be ceased immediately upon fulfillment of the stated requirement.

ANDRAS VAMOS-GOLDMAN (Canada) said his delegation supported the resolution. It was appropriate and necessary that the Council take action against terrorism. He hoped the text would assist in the process of bringing to justice those responsible for the 1998 bombings in Kenya and the United Republic of Tanzania. The Taliban's flouting of human rights and humanitarian principles, which had given rise to so much insecurity in the region, merited further action.

Annexe 9

Bibliographie :

L'Afghanistan Islam et modernité politique	Olivier Roy	Collection Esprit, Seuil 1985.
Histoire de la guerre d'Afghanistan	Assem Akram	Balland, 1996.
Afghanistan en guerre : la fin du grand jeu soviétique	Eric Bachelier	Conflits contemporains Presse Universitaire de Lyon, 1992
Afghanistan la colonisation impossible ?		
Massoud, l'afghan.	Christophe de Ponfilly	Édition du Félin, 1998.
Les Nouvelles d'Afghanistan		N° 82, 1998
Hérodote		N° 18 et 35
L'Afghanistan post-communiste	Philippe Frison	Problèmes politiques et sociaux N° 701, 1993
Atlas des peuples d'Orient	André et Jean Sellier	La Découverte, 1993.
La situation en Asie centrale et dans le Caucase	Rapport N°1586 de l'Assemblée de l'UEO	
Asie centrale		Édition du CFCE, 1998.
Dictionnaire de politique internationale	Charles Zorgbibe	P.U.F, 1988.
Encyclopédie du renseignement	Jacques Baud	Lavauzelle, 1997.
Annuaire des Nations Unies		Edition 1997
L'année stratégique	Sous la direction de P. Boniface	Jean Claude Lattès, 1985

Sites INTERNET sur le sujet :

- <http://www.taliban.com/> site officiel du mouvement taliban
- <http://www.jamiat.com/> site du mouvement jamiat-e-Islami Afghanistan
- <http://www.afghanistanvoice.org/>
- <http://www.unomaha.edu/~world/cas/cas.html>
- <http://menic.utexas.edu/menic/countries/Afghanistan.html>
- <http://www.afghan-web.com/facts.html>
- <http://www.un.org/MoreInfo/Deplib/afgn.htm>